THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

ECONEWS

The Chambers' Newsletter Numéro 93 June 2019

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Publication «CCIA-BML»

13. Austérité budgétaire : quelles conséquences ?

5. Adoption du budget, premier «exploit» du gouvernement post-CEDRE

9. L'investissement étranger au Liban

11. « Quand le bâtiment va, tout va... » Pourtant le bâtiment ne va pas bien du tout !

15. La vraie problématique des salaires dans le secteur public

21. Outdoor Capacity & Team Building Day

25. Dabboussi from the Serail: «Our project is a national investment for all of Lebanon»

33. Planet Pillar: Life Below Water

En français

3. Actus du mois
5. Adoption du budget, premier «exploit» du gouvernement post-CEDRE
9. L'investissement étranger au Liban
11. «Quand le batiment va, tout va ...» Pourtant le batiment ne va pas bien
13. Austérité budgétaire : quelles conséquences ?
15. La vraie problématique des salaires dans le secteur public
17. Tout savoir sur la hausse des frais d'université en France
19. Réformes structurelles

In English

21. Outdoor Capacity & Team Building Day
23. The Chamber of Tripoli on the National scene
25. Dabboussi: Our project is a national investment for all of Lebanon
26. Dabboussi to Swiss delegation: We build international partnerships to promote Lebanon
27. Chamber of Saida & South Lebanon
29. Chamber of Zahle & Bekaa
31. Arab Regional traders face rising and new surfacing barriers, UAC
33. Planet Pillar: Life Below Water
35. Lebanon in Figures
37. Trainings
38. Exhibitions, Conferences & Business Opportunities

Les articles de cette publication expriment l'avis de leurs auteurs ; ils sont publiés dans leur langue originale, et n'expriment pas nécessairement l'avis d' ECONEWS.
The views expressed in this publication are those of the authors; they are published in their original language, and do not necessarily reflect the opinion of ECONEWS.

ARAB BRITISH ECONOMIC SUMMIT 2019
القمة الاقتصادية العربية البريطانية ٢٠١٩

ARABBRITISH CHAMBER OF COMMERCE

WEDNESDAY 3RD JULY 2019

QE II CENTRE

ARAB BRITISH ECONOMIC SUMMIT 2019

will take place on

Wednesday 3rd of July 2019 at the QE II Centre, London.

This Flagship Event will bring together 400 senior level decision-makers from the Arab World and internationally, from sectors such as: diplomatic missions, banking & finance, construction, energy/oil & gas, real estate, manufacturing, travel and tourism, shipping & logistics and telecommunications.

The Lebanese delegation will have complimentary invites.

For further details regarding the Summit, visit: www.arabbritisheconomicsummit.com
You may contact also Mrs. Rita Massoud, HR & Administration Manager, Arab-British Chamber of Commerce-Tel : +44 (0) 207 659 4855 Email: Rita@abcc.org.uk.

IN PARTNERSHIP WITH

Department for International Trade

British Chambers of Commerce

SUPPORTED BY

LONDON CHAMBER

GOING GLOBAL

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

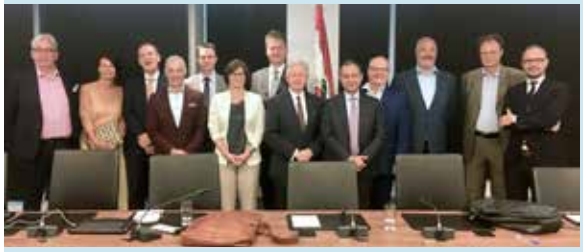
غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ACTUS DU MOIS

Le président de la CCI Haute-Savoie invité du directeur général de la CCI de Beyrouth-Mont-Liban

Le directeur général de la Chambre de Beyrouth et du Mont Liban, Rabih Sabra, a reçu le 6 mai le président de la CCI de Haute-Savoie, Guy Métral, pour une rencontre de courtoisie durant laquelle ils se sont entretenus sur des sujets d'intérêt commun entre les deux chambres, notamment la coopération mutuelle dans les domaines de la formation professionnelle, la digitalisation des services, les échanges en matière de stages en entreprise et la promotion des produits locaux originaires de la région de Haute-Savoie et du Liban.

Délégation belge à la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban



La Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban a accueilli le 3 mai une délégation de haut niveau de la Fédération des chambres de Belgique en présence de la conseillère économique à l'ambassade de Belgique au Liban, Nada Abdul Rahim. Le directeur général de la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban, Rabih Sabra, a partagé avec les membres de la délégation les différents services, activités et projets gérés par la CCIA-BML au service du monde des affaires libanais. Les délégués belges ont également été initiés à la conjoncture économique libanaise, notamment le commerce, le tourisme industriel et l'agriculture. Les discussions bilatérales ont porté sur les principaux défis auxquels sont confrontés l'économie libanaise en général et les chambres en particulier. Les deux parties ont également insisté sur le développement de nouvelles modalités de collaboration entre les chambres belges et libanaises dans le but de promouvoir les relations commerciales et économiques entre les deux pays.

CIEL et Ubisecure vont renforcer leur collaboration pour améliorer les services d'identité numérique

C'est durant une conférence de presse le 21 mai à la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban que CIEL et Ubisecure ont annoncé l'élargissement de leur partenariat afin de permettre une identification numérique avancée avec les LEI au Moyen-Orient et au-delà. CIEL, leader libanais de la cybersécurité, et Ubisecure, fournisseur de services d'identité numérique, ont ainsi annoncé l'extension de leur partenariat commercial stratégique. CIEL, qui célèbre son 45e anniversaire cette année, distribue des services de sécurité tels que SSL et PKI aux clients de la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) depuis leur siège à Beyrouth. Une offre clé de leur portefeuille est la technologie CIAM (Customer Identity & Access Management) et Identity API d'Ubisecure, un ensemble d'API avancées permettant l'intégration de fonctionnalités de sécurité et d'expérience utilisateur améliorée dans des applications orientées client. Alors que les deux sociétés ont déjà connu un grand succès en collaborant pour fournir des solutions CIAM aux clients de CIEL, ce nouveau partenariat verra CIEL élargir son portefeuille pour inclure l'offre RapidLEI d'Ubisecure. À ce sujet, le président de CIEL, Salah A. Rustum, a déclaré : « J'ai été très impressionné par le dévouement d'Ubisecure à l'innovation depuis que nous travaillons ensemble, RapidLEI et RtX prouvant encore plus cet engagement. CIEL et Ubisecure ont un objectif commun : permettre des transactions en ligne sécurisées et libérer le véritable potentiel du commerce numérique. En étendant notre partenariat à ces nouveaux services, nous en serons à la prochaine étape de ce voyage ».

Lancement de la 8e édition du concours « Femme francophone entrepreneure »

L'édition 2019 du concours « Femme francophone entrepreneure » (FFE) a été lancée sous le parrainage de la ministre d'État pour l'Insertion socio-économique des jeunes et de la femme, Violette Khairallah. Ce concours est organisé par l'AUF Moyen-Orient et Berytech, en partenariat avec L'Orient-Le Jour et Le Commerce du Levant. Il bénéficie du partenariat stratégique de la SGBL et du partenariat communautaire de la LLWB. Depuis 8 ans, il favorise l'entrepreneuriat féminin au Liban. Chaque année, une subvention de 20 000 euros est offerte aux projets les plus prometteurs. Les lauréates bénéficient de l'accompagnement nécessaire à la création d'entreprise et du soutien à une entreprise jeune pousse dans l'incubateur de Berytech. Cette nouvelle édition récompensera deux projets de création d'entreprise. L'appel à candidatures a été lancé le 15 mai 2019 sur les sites institutionnels et les réseaux sociaux des partenaires. Date limite de candidature : 20 juin. Les résultats, avec les noms des 25 candidates, seront annoncés le 28 juin. Pour ceux qui sont intéressés : https://competitions.berytech.org/ffe/

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

ACTUS DU MOIS

La baisse des prix du neuf à Beyrouth s'accélère

Selon l'agence de conseil immobilier Ramco, les prix affichés des appartements en construction dans la capitale ont reculé de 3,5% en 2018. L'étude annuelle réalisée par l'agence révèle une nouvelle baisse des prix du neuf dans la capitale en 2018, pour la cinquième année consécutive. La situation s'est toutefois nettement dégradée, avec une chute des prix affichés par les promoteurs de 3,5% l'année dernière contre des baisses de 0,7 à 1,8% entre 2014 et 2017. Cela représente une baisse de 114 dollars par mètre carré dans les projets en construction. Le marché immobilier a été plombé l'année dernière par plusieurs facteurs : la dégradation de la situation économique, la baisse de la demande locale et expatriée, le retrait des investisseurs du marché beyrouthin, l'absence d'un gouvernement qui n'a été formé qu'en janvier 2019 et surtout les difficultés des ménages à emprunter. Même si l'achat d'un appartement en construction est échelonné, les acheteurs sont pénalisés par les taux élevés des crédits immobiliers. Ainsi, le prix demandé a baissé dans 70 immeubles, soit 46% des projets, ce qui n'est pas une surprise au vu de la crise actuelle.

« Civiliser le capitalisme » de Xavier Ragot

Il nous faut repenser le libéralisme économique pour réduire l'insécurité économique et défendre la démocratie. Une assurance chômage européenne et une gestion internationale des dettes publiques peuvent civiliser l'économie mondiale, comme nous l'avons fait avec nos États-providence nationaux. La crise économique mondiale fait maintenant place à des crises politiques nationales, au retour des frontières et des murs. Cette situation est au moins en partie le résultat d'une sous-estimation des instabilités du capitalisme. Nos États-providence ont permis de civiliser les capitalismes nationaux. Ils sont de plus en plus présents, sans réellement limiter les risques et inégalités issus de la mondialisation. S'appuyant sur l'histoire économique et sociale, aussi bien que sur une claire analyse du contexte économique contemporain, ce livre explore la possibilité d'une autre relation entre l'économie et la politique, en élargissant l'espace des solidarités. Il propose en particulier la création d'une assurance chômage européenne, compatible avec les systèmes nationaux et s'appuyant sur l'expérience des États-Unis. Contre le seul repli national, il existe un chemin économiquement cohérent pour préserver nos États-providence. Xavier Ragot est président de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Il est directeur de recherche au CNRS et professeur en économie à Sciences Po. Il est l'auteur de nombreuses contributions et ouvrages scientifiques sur l'économie française, la crise financière et européenne.

PUBLICITÉ **Information Tarifs**

Surface Pub	Dimension	Prix
Page pleine	21cm L x 30cm H	$ 1,000
Demi-page	21cm L x 14.5cm H	$ 600
Quart de page	9cm L x 14.5cm H	$ 400
Manchette bas de page	19cm L x 6cm H	$ 250

Diffusion: 22 000 destinataires: chambres de commerce des pays méditer- ranéens, ambassades du Liban, ministères, parlementaires, ambassades étrangères, sociétés commerciales, industrielles, de services, syndicats, organisations et commissions économiques, banques.
Website: www.ccib.org.lb **Email:** econews@ccib.org.lb
Call: 1314.ext.14 | +961.1.353390.ext.14 | +961.1.353190.ext.259 / 272

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

Le budget d'austérité, le premier « exploit » du gouvernement post-CEDRE

Sasha Bustros

Après le vote d'un plan de réforme de l'électricité en avril, le gouvernement Hariri, soumis à la pression des créanciers du Liban – Banque mondiale et France en tête – a approuvé le premier budget d'austérité après des années de dérapage financier.

Après un marathon de quatre semaines de discussions ininterrompues, ponctuées de sit-in et grèves des fonctionnaires, le gouvernement a finalement adopté fin mai le premier budget d'austérité post-CEDRE avec pour objectif de réduire le déficit public à 7,5% du PIB, contre 11,5% en 2018.

Si le vote de ce budget – qui doit encore être approuvé par le Parlement - constitue indéniablement un pas majeur sur la voie de la réforme, conformément au plan stratégique soumis par le Liban à Paris en avril 2018, il va aussi et surtout permettre d'éviter l'effondrement financier – dont le risque planait sur le pays ces derniers mois - et d'ouvrir la voie à un début de déblocage des 11,6 milliards de dollars promis par les créanciers et les donateurs dans le cadre de CEDRE.

En avril 2018, le Liban - dont la dette s'élève désormais à plus de 86 milliards de dollars, soit 152% du PIB, l'un des ratios les plus élevés mondialement - s'était engagé à réduire le ratio déficit public/produit intérieur brut (PIB) de cinq points sur cinq ans (2018-23).

Mais le pays, qui se débattait dans d'interminables querelles politiques l'ayant privé de gouvernement durant près de neuf mois, a failli l'an dernier à son premier «test» budgétaire, au grand dam des parrains de CEDRE.

Au lieu de réduire le déficit à 4,8 milliards de dollars, soit 9% du PIB en 2018, comme prévu dans le budget soumis juste avant CEDRE, celui-ci est estimé à 11,5%, selon la Banque mondiale (BM).

Ce nouveau dérapage a accentué la pression exercée par les créanciers, qui ont indirectement menacé de suspendre l'aide, mais aussi des agences de notation internationales.

En janvier, l'agence Moody's avait déjà abaissé la note accordée à la dette du pays de « B3 » à « Caa1 » pour signaler un « risque de crédit très élevé ».

Les craintes d'une dévaluation monétaires devenaient ainsi plus vives, alors que la croissance économique, molle depuis des années, s'est tassée à 0,2% en 2018, selon le Fonds monétaire international (FMI), un plus bas depuis 1999.

Acculé, le gouvernement formé fin janvier n'avait ainsi d'autre choix que le vote d'un budget conforme aux promesses qu'il avait tenues et aux exigences de ses bailleurs.

Le Premier ministre Saad Hariri a même plaidé en avril en faveur du « budget le plus austère » de l'histoire du pays.

Et si le résultat de ce deuxième exercice, après le vote du plan de réforme de l'électricité, est globalement satisfaisant, certaines réformes adoptées par le conseil des ministres ne seront pas sans retombées négatives sur la consommation et l'investissement et donc la croissance ou encore dénuées d'impact sur les segments moyens ou défavorisés de la population.

En outre, la mise en œuvre des mesures et les recettes qui en sont escomptées pour atteindre l'objectif des 7,5% restent tributaires du sérieux des autorités compétentes et de la pérennité de l'engagement politique en faveur de certaines mesures prises, notamment en ce qui a trait à la lutte contre l'évasion fiscale et le gel du recrutement dans les administrations publiques.

Mais quelles sont d'abord les principales réformes budgétaires prévues par ce nouveau budget, voté avec plusieurs mois de retard (la date limite étant fin janvier de chaque année selon la loi) ?

I- Mesures fiscales

Plus tôt qu'à une baisse drastique des dépenses, le gouvernement a notamment eu recours dans le budget 2019 à une hausse des taux d'imposition dans plusieurs secteurs et domaines d'activité ou de rémunération, en vue d'augmenter les recettes publiques.

En août 2017, l'État avait déjà imposé une série d'amendements fiscaux, dont principalement la hausse de la TVA de 10 à 11% et le relèvement de l'impôt sur la plus-value immobilière de 10 à 15%, pour financer la nouvelle grille des salaires.

Voici les nouvelles dispositions fiscales votées par le conseil des ministres (liste non exhaustive) :

- Hausse de la taxe sur l'épargne bancaire de 7 à 10%. Cette mesure est décriée comme néfaste pour les petits et moyens épargnants et

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

comme risquant de décourage les investisseurs potentiels à placer leur argent dans les banques libanaises.

- Abaissement à 50 millions de livres du seuil du chiffre d'affaires des entreprises qui devraient être assujetties à la TVA. Celui-ci s'élevait à 150 millions initialement avant d'être abaissé une première fois en 2017 à 100 millions. Là aussi, la principale critique est d'alourdir les charges qui incombent aux petites et moyennes entreprises (PME) dans un climat d'investissement déjà contraignant.

- Hausse de l'impôt sur les revenus supérieurs à 225 millions de livres, à 25% contre 21% auparavant.

- Soumission à l'impôt sur le revenu des indemnités mensuelles perçues par les présidents de la République, le Parlement, le Conseil des ministres, les députés et les anciens députés.

- Instauration d'une taxe de 2% sur la valeur des importations collectée par les douanes.

- Instauration d'une taxe de 200 000 livres sur tout permis d'arme de guerre à usage personnel.

- Instauration d'une taxe de 200 000 livres sur tout permis d'installation de vitres fumées sur la totalité du véhicule et de 100 000 livres pour une partie du véhicule.

- Instauration d'une taxe de 1 000 livres sur chaque narguilé consommé dans un restaurant, café, hôtel ou boîte de nuit.

- Augmentation des frais de permis de travail accordés annuellement aux travailleurs étrangers. A titre d'exemple, le coût du permis pour les travailleurs de la 3e catégorie (employés domestiques) passera de 300 000 livres à un million de livres.

-Instauration d'une nouvelle taxe sur chaque nuitée dans un hôtel ou un appart-hôtel, allant de 3.000 livres par nuitée dans un hôtel trois étoiles à 10 000 livre/nuitée dans un établissement cinq étoiles.

- Instauration de nouvelles taxes perçues par la Sûreté générale - à l'instar du paiement de 50.000 livres supplémentaires pour toute affiche publicitaire - et hausse de certaines taxes déjà collectées par la Sûreté générale.

II- Réduction des dépenses

Si les mesures fiscales sont nombreuses, les principales dispositions prises pour réduire les dépenses de l'Etat sont elles relativement timides dans le budget 2019.

Elles portent essentiellement sur:

- Le gel des départs anticipés à la retraite pendant trois ans dans le secteur public, ainsi qu'une hausse du nombre d'années d'exercice nécessaire pour effectuer une demande de départ à la retraite, de 20 à 25 ans au sein de l'administration.

- Le gel du recrutement sous toutes ses formes dans la fonction publique, y compris dans l'armée, pendant trois ans. Les employés de 1ère catégorie (directeurs généraux, etc.) ne seront toutefois pas concernés par ce gel.

- L'arrêt des versements des bonus et des rémunérations salariales autres que celles des douze mois de l'année (à l'exception de certains établissements publics).

- Le plafonnement à trois fois le salaire minimum (actuellement à 450 dollars) des rémunérations des juges pour leur mission de conseil au sein d'autres administrations.

- Une ponction mensuelle de 3 % sur les pensions de retraite des anciens militaires qui servira à financer leur couverture maladie.

Certaines de ces mesures font déjà l'objet de questionnements : le gel du recrutement, par exemple, sera-t-il strictement appliqué ? Une question qui s'impose d'autant plus que le recrutement est normalement gelé depuis l'adoption, en août 2017, de la loi sur la nouvelle grille des salaires.

Or, sur les « 5 473 personnes qui ont été embauchées après le 21 août 2017 (...) seulement 460 personnes l'ont été en respect de la loi, et 5 013 de manière abusive », a récemment dénoncé le président de la commission parlementaire des Finances, Ibrahim Kenaan.

Par ailleurs, les salaires des hauts responsables et les avantages qui

Evolution du déficit et de la dette en dix ans (milliards de dollars)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Déficit public	2,92	2,96	2,89	2,34	3,93	4,22	3,07	3,95	4,94	3,76	5,81*	-
Dette publique	47,1	51,2	52,6	53,7	57,7	63,5	66,6	70,3	74,9	79,5	85,1	86,2
Dette/ PIB (%)	161	144	137	134	130	135	138	141	146	149	151	-

leurs sont accordés - qu'il était question de réduire de manière consistante - ou encore la suppression de plusieurs entités et emplois fantômes dans le secteur public n'ont pas été retenues au terme des échanges, parfois houleux, au conseil des ministres.

III- Lutte contre l'évasion fiscale

Le budget 2019 comporte enfin plusieurs mesures pour la lutte contre l'évasion fiscale, dont le manque à gagner annuel pour le Trésor est estimé à plusieurs centaines de millions de dollars.

Selon les experts, environ 50% des Libanais et des entreprises au Liban ne déclarent pas la totalité de leurs revenus et n'honorent ainsi qu'une partie de leurs obligations fiscales, tandis que l'économie souterraine représente le tiers du PIB.

En vertu du nouveau budget, les municipalités seront ainsi désormais tenues de signaler au ministère des Finances les entreprises et les professionnels auxquels elles octroient des permis de construire sans qu'ils ne disposent de numéro fiscal.

Elles doivent aussi effectuer des enquêtes de terrain auprès des entreprises et des professionnels en vue de compiler des informations fiscales et les transmettre au ministère des Finances.

Vont-elles toutefois le faire ? Les contrôleurs des municipalités ne risquent-ils pas d'être soudoyés ? Y a-t-il un mécanisme de contrôle de l'action municipale ?

Le texte de budget ne prévoit pas, par ailleurs, des mesures concrètes et plus drastiques que celles en vigueur pour pénaliser l'exploitation illégale des biens-fonds en bord de mer ou encore pour optimiser la collecte des recettes.

Ā eux seuls, les impayés de l'EDL s'élèvent à plus d'un milliard de dollars auprès des institutions publiques ou semi-publiques et des camps palestiniens.

Accusée souvent de corruption et de népotisme, la classe politique libanaise suscite encore la méfiance parmi les Libanais.

Mais aussi parmi les bailleurs de CEDRE qui ont conditionné le déblocage des montants promis à la mise en œuvre des réformes budgétaires et sectorielles promises.

D'autant que le Liban avait déjà bénéficié de trois conférences de soutien, notamment en 2002 et 2007 (Paris II et Paris III) sans jamais honorer ses engagements.

Ce lien de confiance, aussi important que le ratio des 7,5%, doit absolument être rétabli. Et le vote d'un premier budget «sérieux», hélas, ne suffit pas pour ce faire.

LEBANON BUSINESS DIRECTORY

Your link between lebanese exporters and worldwide buyers

www.lebanonbusinessdirectory.com

Kindly update your visual communication materials
(company logo, branding, advertising pages in PDF format, interactive movie link)

CCIA-BML, Email: Led@ccib.org.lb

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

L'investissement étranger au Liban

Roger Khayat

L'investissement étranger au Liban a une histoire qui s'identifie à son parcours. Pays des minorités et de la tolérance, il était au lendemain de la Seconde Guerre mondiale un havre de paix parmi les régimes autoritaires qui s'élevaient dans la région.

Le Mandat avait déjà ramené entre les deux guerres un nombre d'industries pionnières dans la région, en particulier françaises, des banques, des commerces, des exploitations agricoles. La crise mondiale, et par la suite la révolution syrienne, ont poussé beaucoup d'industries à se transférer au Liban. La révolution égyptienne a également causé le transfert d'un nombre d'entreprises de moyenne importance.

Les sites de production

À partir des années 60, l'Europe et les États-Unis ont connu un mouvement de plus en plus ample de délocalisation. Il s'agissait de combiner la technologie de l'Occident aux bas salaires disponibles dans les pays en voie de développement. Une manne subite s'est abattue sur l'Afrique du Nord et le Sud-Est asiatique, et plus tard sur les pays de l'Est.

Ce mouvement a connu depuis un certain retrait sous l'effet combiné du renchérissement de la main-d'œuvre dans les pays émergents, et de l'automatisation de plus en plus poussée des pays industriels. Mais une autre particularité s'est dévoilée récemment, l'intérêt culturel d'une présence à côté des marchés de consommation. Cet intérêt se traduit par une plus grande adaptation à la demande, des parts de marché et une économie de transport qui compensent largement la majoration des salaires dans les pays émergents.

Le Liban à la croisée des chemins

Avant 1975, le Liban n'a pas développé une grande industrie. À son apogée, elle représentait 17% du PIB. Dans son ouvrage « A political economy of Lebanon, 1948 – 2002 », Toufic Gaspard déplore l'absence d'une base industrielle nécessaire au développement harmonieux du Liban. Certains attribuaient la faiblesse de l'industrie à une volonté politique d'éviter les concentrations ouvrières, foyers de communisme, à l'époque de la guerre froide où le socialisme gagnait du terrain en Égypte et en Syrie, deux pays qui avaient une grande influence sur le Liban. Cependant, il n'y a jamais eu d'évidence quant à une volonté arrêtée de fuir l'industrie. Le libéralisme économique dispensait tout simplement l'État de contribuer au développement de l'industrie par une infrastructure adéquate. En parallèle, le développement du tourisme s'est réalisé naturellement grâce à la position du Liban et à l'afflux de plus en plus grand des touristes au pays du Cèdre.

> « LE LIBAN ATTIRE LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS, L'ÉCONOMIE LIBANAISE LES REPOUSSE. »

Après la guerre, plusieurs gouvernements se sont demandés comment attirer les investissements directs étrangers ? La réponse institutionnelle fut la création de l'Autorité de développement des investissements au Liban (IDAL) dont la loi prévoit de nombreux avantages pour l'investissement au Liban. Cela n'a pas empêché l'industrie de reculer inexorablement en l'absence de nouveaux investissements et la désaffectation de pans entiers de son parc de production.

De nouvelles incitations ne serviront à rien si l'investissement ne promet une rentabilité suffisante pour rémunérer le capital et couvrir le risque pays. Or les trois fondements de la rentabilité – un environnement favorable, une productivité suffisante et un marché porteur – ne sont pas au rendez-vous.

Un environnement favorable. La création d'une entreprise nécessite beaucoup de temps et des frais qui n'existent nulle part ailleurs dans les pays qui souhaitent abriter des IDE. Fermer une entreprise équivaut à un parcours du combattant et clore les obligations vis-à-vis du ministère des Finances prend des années. La fusion nécessite un quitus de la CNSS. La réévaluation de l'actif est assujettie à une taxe de 10%. Le recours à la justice

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

s'éternise dans une procédure sans fin.

Productivité. Non seulement tous les facteurs de production, énergie, transport, taux d'intérêt débiteur, formalités et services, sont parmi les plus chers au monde, du fait de la carence de l'administration et de la forte tendance oligopolistique du marché, mais le *crowding out*[1] et la rigidité de la politique monétaire ont empêché toute adaptation.

Un marché porteur. L'ouverture tous azimuts du marché libanais en 2002, du fait de la baisse drastique du protectionnisme et de la signature de l'Accord d'association qui couvre aujourd'hui 40% des importations au Liban, a laissé très peu d'espace à la production nationale. Certains pensaient compenser par des programmes d'aide à la mise à niveau (ELCIM et autres). Ce ne fut malheureusement pas le cas, une hirondelle ne fait pas le printemps.

Renouer avec la rationalité

Le Liban attire les IDE, l'économie libanaise les écarte. La preuve est que dans les secteurs qui furent prospères ces deux dernières décennies, la finance et le foncier, nous avons connu un flux ininterrompu d'investissements.

Il est possible de retrouver rapidement les IDE dans les secteurs de production, seuls pourvoyeurs d'emplois[2]. Il faut défaire l'écheveau qu'on a tissé depuis 20 ans.

Les conditions de production au Liban sont devenues très difficiles – faiblesse récurrente de la demande, recul de la productivité, coûts élevés de l'énergie, du transport, des services administratifs, etc. Pour conserver les secteurs de production, ou ce qui en reste, il faut les protéger. Une taxe compensatoire à l'importation est pleinement justifiable.

> « LES TROIS FONDEMENTS DE LA RENTABILITÉ : UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE, UNE PRODUCTIVITÉ SUFFISANTE ET UN MARCHÉ PORTEUR. »

La demande est déprimée du fait de la situation générale, cependant la carence du financement, surtout à des taux praticables, la comprime plus encore. Il est vrai que le financement du secteur privé atteint les chiffres du PIB, seulement est-ce le financement de l'économie qui est élevé ou le PIB qui est bas par rapport au potentiel du pays ? En tout état de cause, la reprise de l'activité nécessite une reprise énergique du crédit commercial.

L'attraction des IDE exige de faciliter les fusions-acquisitions, notamment par le transfert à la société fusionnante du quitus de la CNSS et l'abrogation de la taxe sur la plus-value de l'actif. Le transfert technologique, l'ouverture des marchés et la capacité d'export que cela entraîne justifient pleinement ces mesures.

La politique fiscale ne distingue pas assez la disparité des revenus (TVA, impôt sur le revenu, ainsi que l'ensemble des taxes). Or les contribuables à faible revenu dépensent la totalité de leur salaire, et plus encore, alors que les nantis ne consacrent qu'une fraction, dont très peu pour l'achat de produits locaux. De grands moyens sont ainsi distraits de la demande effective.

Depuis des années, le déficit du budget provient du service de la dette. Dans les années 80, le Mexique est sorti d'une crise mortelle grâce à une nouvelle gestion de la dette. Le conflit d'intérêt entre la Banque centrale, qui doit veiller en priorité à la stabilité de la livre et à la consolidation du secteur bancaire, et le ministère des Finances, dont le souci premier est l'équilibre du budget, ne permet pas de rationaliser la gestion de la dette. L'importance de cette question exige une gestion indépendante, il est grand temps de la créer.

L'investisseur étranger donne une importance capitale à la célérité et à l'équité du système judiciaire dans le pays où il va s'implanter et où il représente le seul recours auquel il a accès de plein droit. L'intégrité et l'indépendance du système judiciaire est une condition sine qua non pour l'amélioration de la notation du Liban et l'ouverture de son économie.

L'attraction des IDE n'est pas seulement un progrès auquel peut et doit aspirer le Liban, c'est la seule voie de sortie d'une crise qui risque d'emporter son économie.

[1]Éviction du secteur de production par le surendettement de l'État.
[2]La capitalisation bancaire dépasse les 60 milliards de dollars et occupe seulement 26 000 employés. L'investissement moyen per capita dans l'industrie est de 40 000 dollars.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

« Quand le bâtiment va, tout va… » Pourtant le bâtiment ne va pas bien du tout !

Marilyne Jallad

À la fois président - pour un second mandat - du syndicat des entrepreneurs et des travaux publics et patron de l'entreprise de construction Abniah, c'est avec ces deux casquettes que Maroun Hélou nous parle de « l'état de santé » difficile du bâtiment au Liban, que ce soit dans le secteur privé ou public. Qu'en est-il exactement ?

Comment se portent les secteurs immobilier et de la construction en cette période économiquement délicate ?

La période est effectivement très délicate. Dans le secteur privé, nous observons depuis 2011 un tassement des ventes que ce soit dans des immeubles de bureaux ou résidentiels. La Banque du Liban avait pourtant aidé le secteur en octroyant des prêts aux projets de développement mais depuis la suspension de l'aide, la crise est allée crescendo alors que le secteur de la construction et du développement représente 25% à 30% du PIB. Toutefois, et comme dit le proverbe, quand le bâtiment va, tout va ! Or malheureusement le bâtiment ne va pas bien du tout ! Ce stock de constructions estimé à des milliards de dollars est bloqué avec des développeurs endettés et une politique désormais prudente de la BDL qui n'aide plus le secteur car les investisseurs sont en dangers en raison des taux intérêts très élevés qui sont demandés par les banques. En conséquence, les développeurs finissent par brader une partie de ce qu'ils possèdent avec des appartements vendus à moins de 30% de leur prix initial depuis 2017. Comme autres raisons responsables de la crise : nous observons moins d'argent provenant des émigrés libanais, les ressortissants arabes ont vendu leurs biens, le boycott des Arabes et du Golfe, en particulier des Saoudiens, ce qui a réduit les investissements d'une façon drastique. De plus, les développeurs qui construisaient de grandes surfaces se rabattent sur des plus petites avec une demande qui a changé. Malgré cet état de fait, les gens ont quand même des difficultés de paiement et un nouveau problème d'habitat est observé, surtout parmi les jeunes.

Si l'économie reprenait son cours normal, les choses iraient mieux, mais graduellement ; nous aurons quand même besoin de cinq ans pour écouler le stock existant. Ce qui est certain, c'est que les développeurs et la population sont dans l'attente de jours meilleurs. Toutefois, il y a une note d'espoir avec le plan de l'électricité adopté en conseil des ministres, une des mesures qui permettra de diminuer le déficit budgétaire. Je m'attends à ce que les choses bougent si le gouvernement prend les mesures adéquates conseillées par les instances économiques internationales et la Banque mondiale pour essayer d'avoir un meilleur équilibre et moins de déficit par rapport au budget.

Qu'en est-il du secteur public ?

Le pays ne reçoit pas d'aide des fonds internationaux et les 3 à 4 milliards de dollars aux mains du Conseil du développement et de la reconstruction (CDR) sont bloqués car malheureusement l'État libanais n'a pas dépensé l'expropriation de routes qui devrait faciliter l'exécution des projets susmentionnées. En conséquence, tous ces projets

Maroun Helou.

sont gelés. Cependant, nous venons d'apprendre que 700 milliards de livres libanaises devraient être inclus dans le nouveau budget pour débloquer cette question. Ceci donnera une certaine activité au secteur public, sans oublier CEDRE qui permettra de mettre en place les PPP et de donner un souffle nouveau. Nous attendons donc que l'État puisse exproprier ses terrains, une clause inclue dans le budget 2019. Entre temps, tous ceux qui œuvrent dans le secteur public sont bloqués.

Combien de membres compte le syndicat des entrepreneurs et des travaux publics ?

Existant depuis 50 ans, le syndicat compte 1 800 sociétés mais seulement 500 d'entre elles sont actives. Les autres sont bloquées, gelées ou arrêtées. Nous œuvrons actuellement pour savoir qui souhaite continuer dans ce métier. Ce qui est douloureux, c'est que ceux qui ont construit un empire dans le secteur à la sueur de leur front sont en train de le voir s'effondrer devant leurs

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

yeux. C'est le travail de toute une vie ! Le secteur est en grand danger et cela fait peur. Il ne faut pas oublier aussi que nos entreprises sont très qualifiées et qu'elles ont fait leurs preuves dans les pays arabes, du Golfe, en Amérique latine et en Afrique. Aussi dans ces pays, nos entrepreneurs continuent de connaître une baisse de projets ces huit dernières années.

Quel est l'objectif du syndicat mis à part la défense des intérêts des entrepreneurs ?

Moderniser le secteur est notre objectif principal. Pour ce faire, nous œuvrons pour avoir un cahier des charges et des contrats d'un niveau international qu'on appelle le Fidic. Pour être aux normes internationales émanant du Fidic, nous faisons du lobbying pour obtenir des lois adéquates incluant les secteurs public et privé. Nous avons d'ailleurs présenté un projet de loi il y a dix ans qui est encore en commission au Parlement. Nous faisons actuellement pression auprès des députés pour pouvoir débloquer les lois qui régissent la relation entre l'entreprise, le maître d'ouvrage et le consultant. N'oublions pas que les chantiers sont parfois source de litige entre les différents acteurs concernés, d'où l'importance d'accompagner le développement de notre métier au Liban et dans la région en étant en ligne d'un cahier des charges bien étudié, transparent et qui ne lèse aucune partie.

Notre second objectif est de classifier les entreprises au Liban. Suite à l'accord de coopération signé par le syndicat des entrepreneurs, celui des ingénieurs et le Premier ministre Saad Hariri, cet accord nous donne six mois à un an pour pouvoir développer un programme qui donnera des notes à chaque dossier d'entreprise. Chaque entreprise devra remplir des paramètres précis. Si ce projet se réalise d'ici 2020, nous aurons une certaine uniformité et la conséquence sera un travail de qualité et les entreprises sérieuses pourront attaquer à ce moment le marché dans tout le monde arabe sachant que les Libanais ont toujours été pionniers dans ce domaine.

Avec le ministre de l'Environnement Fady Jreissati, nous travaillons sur un troisième projet concernant la mise en place d'une loi organisant le secteur des carrières.

Notre quatrième projet ambitionne de donner plus de prérogatives au syndicat pour qu'il puisse avoir la capacité de contrôler les projets, avoir accès à plus de moyens pour règlementer et appliquer toutes les lois en vigueur. C'est aussi un projet de loi qui fait son chemin vers le conseil des ministres pour donner à notre syndicat la valeur qu'il mérite.

Qu'en est-il des revendications du syndicat, concernant le paiement par l'État de plusieurs mois d'arriérés dus aux entrepreneurs sur des projets en cours ? Mais aussi concernant une dette plus ancienne datant de plus de dix ans ?

Pour que l'entrepreneur puisse exécuter des projets publics, il investit son propre argent et s'endette le plus souvent auprès des banques pour combler le reste de ses besoins. Quand la facture n'est pas payée à temps par le client, les intérêts deviennent faramineux. Malheureusement, l'État libanais durant les deux dernières années n'a pas respecté ses engagements de paiement à temps, ce qui fait qu'au CDR et aux ministères des Travaux publics et de l'Énergie, les entrepreneurs ont pas mal d'arriérés dus aux travaux exécutés pendant ces années-là. Actuellement, les chiffres sont de 400 milliards de livres libanaises pour le CDR, de 100 milliards pour le ministère des Travaux publics et autour de 30 milliards au ministère de l'Énergie. Après beaucoup de pression et de tractations, notre syndicat a pu obtenir le déblocage d'une partie pour le CDR, et on nous a promis le déblocage pour les travaux publics et l'énergie. Mais malheureusement, les entrepreneurs sont remboursés au compte-goutte. Une partie restante est encore bloquée mais le syndicat continue sa mission de porte-parole pour que les entrepreneurs puissent obtenir gain de cause. Nous espérons qu'avec le nouveau budget, les choses seront réglementées et que ces arriérés pourront être payés aux entreprises, le plus tôt. Nous faisons aussi la médiation en faveur des autres arriérés datant de dix ans et qui s'élèvent à 130 milliards de livres libanaises. Espérons que 2019 verra une éclaircie.

Êtes-vous optimiste quant à l'avenir du secteur à la veille de CEDRE ? Pensez-vous que le Liban parviendra à obtenir l'aide de la communauté internationale conditionnée par des réformes d'envergure ?

Bien entendu, CEDRE est un élément très prometteur car il lancera des projets avec un financement étranger. Sans cet argent, qui devrait entrer dans les cinq prochaines années, les caisses sont vides au Liban. Et la réforme de nos infrastructures est nécessaire car depuis Rafic Hariri rien n'a été fait, pas même un trottoir. Nous sommes sous une vigilance locale et internationale sans pareil donc notre État est réduit à faire ces réformes sans quoi la crise empirera. Sur les deux prochains mois, nous sommes en observation pour parler éventuellement d'un retour d'optimisme qui sera long et lent.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

Austérité budgétaire : quelles conséquences ?

Certaines mesures du projet de budget 2019 font polémiques, des citoyens vont jusqu'à dénoncer une austérité sans précédent. Directeur du département de recherche de la Byblos Bank, Nassib Ghobril estime toutefois que « nous sommes loin d'un budget d'austérité qui aurait impliqué une réduction des dépenses publiques de 4 à 5 milliards de dollars ». « C'est un budget peu ambitieux mais réalisable, l'État devrait faire au moins deux milliards de dollars d'économies et un milliard de dollars de recettes », ajoute l'économiste qui appelle « le gouvernement à ne surtout pas augmenter les impôts sur les citoyens ou les sociétés ».

« La communauté internationale, aussi bien que le secteur privé au Liban, attendent un budget crédible et sérieux », défend Nassib Ghobril en insistant pour dire que le plus important est que le budget soit favorable, avant toute autre considération, à l'économie libanaise.

Aux mauvaises langues qui prétendent que réduire les dépenses de l'État aboutirait à une récession ou à un ralentissement économique, l'économiste répond : « Notre économie est déjà au ralentie depuis des années avec un taux de croissance de 0,6% en 2017 et de 0,4% en 2018 malgré les dépenses publiques très élevées ». « L'argument de ralentissement de la croissance ne tient donc pas la route, » explique-t-il.

Pour Nassib Ghobril, la situation économique difficile dans laquelle se débat le Liban est une conséquence directe « des mauvaises décisions locales prises à la hâte en 2017 en raison des élections législatives ayant mené à l'augmentation des impôts (sur la consommation, passage de la TVA de 10% à 11%, sur les bénéfices des sociétés, sur le capital, sur les taux d'intérêts des dépôts - 5% à 7% - décision entrée en vigueur en 2018) et en parallèle à l'augmentation de la nouvelle grille des salaires dans le secteur public ».

Créer un choc positif

« Ces deux décisions ont été prises sans être précédées de réformes du secteur public et ont porté de fausses promesses », déplore aussi l'analyste. En effet, « les impôts de 2017 étaient censés couvrir le coût de la nouvelle grille des salaires et augmenter les recettes pour réduire le déficit budgétaire. Or il n'en n'est rien », regrette-t-il. Selon lui, les estimations de la nouvelle grille des salaires avaient été sous-évaluées.

Comme conséquence de ces deux mauvaises décisions : « Un déficit budgétaire d'à peu près 11,5% du PIB (en 2018) et une augmentation des besoins d'endettement en 2019 ».

Résultat ? « Le Liban prépare donc un budget 2019 sous pression internationale et locale, du secteur privé et bancaire et des citoyens », poursuit-il. « Il est avant tout de l'intérêt du Liban, de son économie et de son secteur privé de mettre en place des réformes et surtout un budget crédible », indique Nassib Ghobril.

Le responsable soutient qu'actuellement « tout le monde est dans l'attente d'un choc positif qui serait la conséquence d'un budget incluant des réformes et une réduction du déficit budgétaire qui permettrait ainsi de relancer la machine économique, la confiance des marchés, les détenteurs des euros bonds et du secteur privé libanais ».

Réduire les dépenses publiques de façon crédible

Pour le directeur du département de recherche de la Byblos Bank, la première chose à faire est la réduction des dépenses de l'État.

« Pour que l'État gagne en crédibilité, il devra réduire ses dépenses d'au moins 2 milliards de dollars sachant que sur les 11 premiers mois de l'année 2018, les dépenses de l'État se sont élevées à 16 milliards 600 millions de dollars, sachant que le ministère des Finances n'a toujours pas publié les chiffres de décembre », indique-t-il. Nassib Ghobril estime alors que « les dépenses de l'État libanais pour 2018 seront au moins de 17 milliards de dollars, ce qui est énorme ».

En effet, « le Fonds monétaire international a estimé que les dépenses publiques du Liban en 2018 représentent 31,6% du PIB, un chiffre élevé, surtout en comparaison avec d'autres pays comme les Émirats arabes unis, un des plus grands producteurs et exportateurs de pétrole dont les dépenses publiques s'élèvent à 30% du PIB. Même pourcentage pour l'Égypte, le plus grand pays arabe en termes de population, et le Qatar, l'un des plus grands producteurs et exportateurs de gaz au monde, les dépenses publiques représentant 29% du PIB ».

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Le responsable va encore plus loin en indiquant qu'au Liban « les dépenses ont augmenté de 147% entre 2005 et 2018 », d'où l'importance de réduire les frais d'au moins deux milliards de dollars dans le budget 2019 et d'augmenter les recettes d'un milliard de dollars. Des objectifs qualifiés par l'analyste de « très modestes », « réalistes » et « loin des mesures dites d'austérité ».

Parmi les autres mesures permettant de réduire les dépenses publiques, il appelle à « éliminer la rémunération des heures supplémentaires, arrêter le versement de bonus, augmenter l'âge de la retraite, fermer les écoles fantômes, fermer ou fusionner quelques 93 institutions publiques sans vrai travail, supprimer les milliers d'emplois fantômes à travers le secteur public, etc.

Augmenter les recettes, oui, mais sans augmenter les impôts !

Il estime, au même titre, qu'augmenter les recettes d'au moins un milliard de dollars n'est pas difficile et peut se faire en évitant toute augmentation d'impôts.

Afin d'atteindre cet objectif, Nassib Ghobril préconise que « l'État commence par combattre l'évasion fiscale, améliorer la collecte des factures, combattre la contrebande à travers les frontières, résoudre l'évasion des tarifs douaniers, etc. ».

L'État a des outils entre les mains, précise-t-il. En effet, le plan de l'électricité adopté en conseil des ministres nous apprend « l'existence d'un milliard deux-cent millions de dollars de factures non collectées du secteur public et 450 millions de dollars de factures non collectées dans les camps palestiniens ». « Alors, si l'État en collecte déjà la moitié, ce sera très bien », indique aussi le responsable.

Autre mesure sous le coude de l'État : la vignette de la mécanique. « 45% des voitures au Liban ne renouvellent pas annuellement le paiement de leur vignette sans oublier les impayés des douanes s'élevant à 700 millions de dollars et aussi l'évasion fiscale des économies parallèles et des emplois informels dont certaines professions libérales qui ne déclarent pas leurs gains en liquide ».

Nassib Ghobril insiste : « La justice sociale c'est de ne pas augmenter les impôts sur ceux qui les payent déjà mais d'aller pourchasser ceux qui évitent de déclarer et de les payer ».

Lutter contre « État-providence qu'est devenu le secteur public »

« Au cours des quatre dernières années, le secteur public a embauché 31 000 personnes, des emplois fantômes, à supprimer ». Nassib Ghobril assure alors que « le secteur public est vraiment devenu le lieu du « chômage caché ».

Comme autres mesures auxquelles il appelle l'État : « Fermer toutes les institutions autonomes qui coûtent énormément à l'État et qui, pour un grand nombre, n'ont plus de raison d'être, notamment l'Agence d'énergie nucléaire et la Direction des chemins de fer ». Le ministère des Finances a d'ailleurs cité 93 institutions considérées obsolètes en appelant à leur fermeture ou à leur fusion avec une institution active. 86 institutions inutiles avaient déjà été montrées du doigt par le comité parlementaire de l'Économie et du Commerce qui les avait identifiés en 2017. Comme autres mesures, Nassib Ghobril est favorable à la réforme de manière logique du système de retraite du secteur public sans toucher aux droits acquis des retraités. Cependant, « il s'agit de taxer le salaire de la retraite et d'arrêter l'héritage d'un salaire de retraite de mère en fille qui peut durer jusqu'à 80 ans dans tout le secteur public ».

Non à l'augmentation de la taxe sur les taux d'intérêts

« L'augmentation de la taxe sur les dépôts de 7 à 10%, si elle passe, aura une conséquence sur les épargnants du secteur privé qui n'ont pas de régime de retraite estimant ce dépôt comme seule source de rentrée. Ces derniers demanderont alors à leurs banques d'augmenter les taux d'intérêts sur leurs dépôts », estime aussi Nassib Ghobril. Il déplore aussi que la taxe ait augmenté de 100% en moins de deux ans passant une première fois de 5 à 7%. Comme autre conséquence : une augmentation des taux d'intérêt sur les prêts, et aussi sur les coûts opérationnels sur les sociétés qui ont déjà des prêts bancaires. Cela découragera les investisseurs et les citoyens d'emprunter. La diaspora libanaise a aussi fait part de son mécontentement, elle qui est déjà taxée à la source, et se sent désormais pénalisée par le Liban.

Bienvenue à *ECO*NEWS

Enregistrez-vous et recevez gracieusement votre copie digitale.

Envoyer un email à :
Econews@ccib.org.lb
Indiquer s.v.p.
Prénom, Nom
Institution
Adresse email
Téléphone

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

La vraie problématique des salaires dans le secteur public

Marilyne Jallad

L'économiste Kamal Hamdane regrette que « le projet de budget 2019 ne se soit pas inséré dans un cadre macroéconomique global directement lié aux objectifs de réforme que le Liban attendait depuis longtemps et qui auraient dû profiter tout autant à la croissance de l'économie qu'à celui de la societé libanaise ».

L'économiste Kamal Hamdane regrette que « le projet de budget 2019 ne se soit pas inséré dans un cadre macroéconomique global directement lié aux objectifs de réforme que le Liban attendait depuis longtemps et qui auraient du cibler conjointement les deux sphères économique et sociale ».

Le directeur exécutif du CRI (Consulting Research Institute) a effectivement déploré que la classe politique ait eu tellement d'hésitation, voire de recul dans son analyse concernant l'impact du projet de budget sur les déterminants essentiels de la croissance, surtout la consommation et l'investissement, et sur le pouvoir d'achat des couches moyennes et défavorisées.

Effectivement, dans un pays très marqué par les inégalités, Kamal Hamdane aurait souhaité que les retombées sociales de l'exercice budgétaire soient aussi prises en compte par le gouvernement ou au moins partagées auprès de l'opinion publique.

Les grandes problématiques ont été écartées

« Les conditions nécessaires pour le déclenchement d'un développement équilibré dépendent de grandes problématiques qui ont été malheureusement escamotées par le projet de budget », a regretté l'économiste. À savoir : « D'une part, la discrimination entre salaire et profit et d'autre part, entre profit et rente ».

Il explique alors que « la discrimination entre salaire et profit en faveur de ce dernier est bien illustrée dans la disparité entre un taux non progressif sur le profit des sociétés de capitaux (maintenu à 17%) et l'imposition progressive des salaires et des revenus des professions libérales allant jusqu'à une tranche supérieure additionnelle taxée à 25%. Notons que le salariat représente entre 50 et 60% de la population active, alors que sa part dans le PIB est de l'ordre de 25%. Ce cas de figure est à l'inverse s'agissant des sociétés de capitaux ».

> 1% DES COMPTES BANCAIRES CRÉDITEURS DÉTIENNENT PLUS DE LA MOITIÉ DU MONTANT TOTAL DES DÉPÔTS

« En plus, 75% des recettes fiscales de l'État proviennent des impôts indirects ciblant toute la population, notamment les salariés ».

Quant à la seconde problématique soulevée par Kamal Hamdane, c'est-à-dire celle concernant la discrimination entre profit et rente en faveur de cette dernière, le responsable l'attribue au système économique rentier dans lequel nous vivons. Pour justifier son propos, il donne des chiffres. « Le Liban enregistre un des taux les plus élevés - dans les comparaisons internationales - en ce qui concerne le degré de concentration de la richesse (essentiellement issue de la rente), avec 1% des résidents accaparant environ 25% des revenus et 40% de la richesse. Et également 1% des comptes bancaires créditeurs détiennent plus de la moitié du montant total des dépôts », explique-t-il.

Pour monter où nous en sommes arrivés sur cette question, Kamal Hamdane rappelle que « durant le mandat de Fouad Chéhab (1958 à 1964), seulement 4% des résidents contrôlaient le tiers des revenus ».

D'autres problématiques non moins importantes se posent également et sont des sous-produits de la prédominance du modèle économique rentier du Liban. « Un pays qui importe énormément mais n'exporte pas assez ; un pays qui consomme mais ne produit plus du fait d'une marginalisation croissante des secteurs productifs ; un pays qui enregistre une offre annuelle d'emplois dépassant deux ou trois fois la création d'emplois par l'économie », a-t-il poursuivi. Plus précisément, « on est en présence d'une offre annuelle d'emploi d'environ

▶▶

50 000 dont 35 000 à 38 000 diplômés, et une demande d'emplois de seulement 20 000 à 25 000 ».

Le directeur exécutif de CRI déplore aussi « un mode de gestion trop coûteux de la dette publique et du service de la dette, ainsi que des antagonismes non réglés entre la politique monétaire et la politique financière et une mauvaise gestion des avoirs publics ».

Mise au point sur le problème des salaires dans le secteur public

Comme de nombreux spécialistes, le responsable appelle lui aussi bien entendu à soulever le problème des salaires dans le secteur public mais en des termes différents que ceux jusqu'à présent utilisés dans les discours de la classe politique et dans le projet de budget.

Pour Kamal Hamdane, « ce problème a eu tendance à être « hypertrophié » à tel point qu'il a dévié l'attention qui aurait dû être portée principalement sur les grandes problématiques susmentionnées ».

« Le véritable problème des salaires n'est pas celui des grades moyens et inferieurs des salariés de la fonction publique, tels qu'ajustés selon la dernière échelle des salaires en 2017 en réponse à une inflation cumulée durant environ deux décennies en l'absence de tout ajustement adéquat », défend-t-il mais « provient plutôt de deux autres facteurs principaux dont la responsabilité incombe essentiellement à la classe politique ».

> LE PROBLÈME PROVIENT DU TRÈS FAIBLE CONTRÔLE DE L'ÉTAT SUR DES DIZAINES D'ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET D'OFFICES AUTONOMES.

Il accuse alors d'un côté « l'excessive propension à embaucher des fonctionnaires de tout genre dans le secteur public à des fins « politiciennes » étant donné l'incapacité de l'économie à créer suffisamment d'emplois dans le cadre du modèle rentier ».

D'un autre côté, le problème provient « du très faible contrôle de l'État sur des dizaines d'établissements publics et d'offices autonomes dont Ogero, BDL, Port de Beyrouth, Régie de Tabac, CNSS et EDL qui – à partir de leur « indépendance administrative » relative- se sont livrés à des politiques de salaire (et autres allocations) qui ont essentiellement profité aux grades supérieurs avec des salaires et autres allocations dépassant presque 25 fois le SMIG contre 9 à 10 fois dans les pays de l'Union européenne ».

Des faits qu'il estime, à raison, inadmissible. Pire encore, Kamal Hamdane indique que « la grande majorité de ces établissements et offices autonomes ne présentent pas au gouvernement leurs budgets, leurs comptes pertes et profits ni de données chiffrées sur leur structure de salaires, etc. ».

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Tout savoir sur la hausse des frais d'université en France

Les étudiants libanais et leurs parents se sont récemment inquiétés des répercussions de l'annonce du gouvernement français d'augmenter les frais d'études dans les universités à la rentrée 2019-2020. Pour remettre les choses dans leur contexte et les rassurer quant à l'impact financier minimum qu'aura cette mesure sur les poches de certains ménages libanais, la directrice de l'Institut français du Liban, Véronique Aulagnon, a tenu une conférence de presse le 24 mai sur la stratégie intitulée « Bienvenue en France », la réforme de la politique d'attractivité universitaire de la France.

Selon les chiffres partagés durant cette conférence : « La France reste de loin la première destination des étudiants libanais, avec 5 665 inscrits pour l'année 2018-2019, soit 27% de la totalité des étudiants libanais à l'étranger. Un nombre en constante augmentation ».

« Bienvenue en France » a pour objectif de renforcer le rayonnement de l'enseignement supérieur français à l'étranger et d'accroître le nombre d'étudiants étrangers en France en leur offrant un accueil de qualité.

C'est justement pour expliquer cette réforme et rassurer les étudiants libanais sur le fait qu'ils sont toujours les bienvenus en France que Véronique Aulagnon a tenu une conférence dans les nouveaux locaux très accueillants de Campus France. Étaient notamment présents l'attachée de coopération à l'ambassade de France au Liban, Elisabeth Gay, le directeur adjoint de l'Institut et conseiller de coopération et d'action culturelle adjoint, Luciano Rispoli, et des responsables de Campus France.

Prémisses de la réforme

Le Premier ministre français, Edouard Philippe, a présenté le 19 novembre la réforme de la politique d'attractivité universitaire de la France. La France est le premier pays d'accueil non anglophone d'étudiants internationaux et se donne pour objectif de diversifier l'origine et d'accroître le nombre d'étudiants internationaux effectuant leur mobilité en France (objectif de 500 000 étudiants internationaux accueillis en France à l'horizon 2027).

Quel est le contenu de la réforme ?

La directrice de l'Institut français a énuméré les cinq axes que comporte cette réforme :

- La fluidification de la délivrance des visas pour études et des titres de séjour.
- Le renforcement de l'offre en France de formation en français langue étrangère (FLE) et en anglais,
- L'amélioration des conditions d'accueil (logement, intégration, etc.) des étudiants avec la mise en place, dès 2019, d'un label délivré aux établissements d'enseignement supérieur.
- Des frais d'inscription différenciés pour les étudiants extra-européens dès la rentrée universitaire 2019.
- L'appui au déploiement des formations et des établissements d'enseignement supérieur hors du territoire français.

La responsable a ensuite justifié cette augmentation des frais d'inscription comme « faisant écho à une pratique largement observée en Europe et qui répond à la nécessité d'instaurer un système équitable pour l'ensemble des étudiants ». « Ces frais différenciés correspondent seulement à un tiers du coût réel de l'enseignement supérieur, et apporteront aux universités les ressources nécessaires à l'accueil et à l'accompagnement d'un nombre croissant d'étudiants étrangers », a-t-elle poursuivi.

À combien s'élèvent les frais d'inscription différenciés ?

Les frais annuels s'élèvent à 2 770 euros en licence et 3 770 euros en master. Ces frais couvrent un tiers du coût réel de la formation. « L'État français continuera de prendre en charge les deux tiers des coûts de formation des étudiants étrangers non exonérés. » La directrice de l'Institut français soutient aussi que « ces frais annuels restent bien en deçà des frais appliqués dans les universités anglo-saxonnes ou dans les universités libanaises privées ».

La directrice de l'Institut français Véronique Aulagnon.

Quels établissements appliqueront l'augmentation des frais d'inscription ?

L'augmentation s'appliquera uniquement dans les établissements sous tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur et pour des formations délivrant un diplôme national. Les établissements privés sous tutelle d'un autre ministère et les formations ne délivrant pas de diplôme national continueront à appliquer la tarification qui leur est propre.

Quels étudiants libanais ne sont pas concernés par les frais d'inscription différenciés ?

- Ceux qui ont le statut de résident en France ou dans l'Union européenne.
- Les étudiants ayant la double nationalité française et libanaise.
- Les étudiants ayant déjà commencé leurs études en France et restant dans le même cycle d'études, les étudiants inscrits en L1 ou L2 qui seront inscrits l'an prochain en L2 ou L3, les étudiants en M1 qui seront inscrits l'an prochain en M2, les étudiants amenés à refaire une année d'étude au sein du même cycle.
- Les étudiants qui s'inscriront en doctorat.
- Les étudiants qui s'inscriront en BTS ou en classes préparatoires aux grandes écoles dans un établissement public.

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

- Les étudiants bénéficiaires d'une bourse du gouvernement français.
- les étudiants bénéficiaires d'une bourse du gouvernement libanais.
- Les étudiants accueillis dans le cadre d'Erasmus +.
- Les étudiants accueillis dans le cadre d'accords de coopération entre universités françaises et libanaises (lorsque la convention de partenariat le prévoit).

Ces étudiants devront acquitter les droits d'inscription identiques aux étudiants français. Seuls les boursiers du gouvernement français n'auront aucun frais à payer. Cela veut dire qu'une grande partie des étudiants libanais partant en France pour étudier à l'université ne sont pas concernés, compte tenu de l'importance des doctorants (37% des étudiants libanais partis en France) et des partenariats universitaires entre la France et le Liban.

Quels sont les dispositifs d'exonération des frais différenciés ?

« Les universités et écoles françaises auront la possibilité d'exonérer, totalement ou partiellement, des frais d'inscription dans le cadre de leur stratégie d'accueil et d'attractivité », a poursuivi Véronique Aulagnon. Il est donc important que les étudiants contactent les établissements dans lesquels ils souhaitent s'inscrire afin d'obtenir plus d'informations.

Le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères offrira, via les ambassades, des exonérations . Le quota attribué au Liban est de 400 exonérations pour 3 ans. Ce quota nous est accordé « en stock ». Cela veut dire que nous pouvons accorder environ 130 nouvelles exonérations par an pour atteindre un niveau de croisière de 400. L'exonération couvre toute la durée d'un cycle d'études. Ce quota représente 2,8% du quota mondial alors que les étudiants libanais en France ne représentent que 1,6% des étudiants étrangers.

Comment seront attribuées les exonérations de l'ambassade de France ?

Véronique Aulagnon indique aussi que « l'attribution des exonérations s'effectuera sur critère de mérite, associant l'excellence académique et les critères sociaux. Notre objectif principal est d'éviter que de bons élèves qui ont des moyens financiers modestes renoncent à partir en raison du surcoût de la scolarité ». Elles concerneront tous les niveaux (licence et master) et toutes les filières. D'ailleurs, l'exonération des frais d'inscription différenciés vaudra pour la formation dans laquelle l'étudiant aura été admis. Les étudiants sélectionnés seront informés au plus tard début juillet.

Quels sont les dispositifs de bourses pour étudier en France ?

Il existe de nombreuses possibilités pour obtenir une bourse d'étude en France.

1) Les bourses du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'ambassade de France :

- Les bourses d'excellence Eiffel pour des études au niveau master ou doctorat.
- Les bourses d'excellence Major pour les meilleurs bacheliers étrangers des lycées français à l'étranger.
- Les bourses d'études pour religieux.
- Les bourses du programme Make our planet great again.
- Les bourses doctorales de 3 ans et les bourses de mobilité de 1 à 6 mois pour jeunes chercheurs (programme SAFAR cofinancé avec les établissements libanais).

2) Les bourses du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (bourses sur critères sociaux et contrats doctoraux).

3) Les programmes de bourses de certains établissements d'enseignement supérieur français.

4) Les bourses des régions et des villes françaises pour des étudiants étrangers qui étudient sur leur territoire.

5) Les bourses Erasmus+.

Le catalogue en ligne des programmes de bourses pour étudiants étrangers est consultable sur : www.campus-bourses.campusfrance.org.

Quel est le nouveau visa mis en place par la réforme ?

« Il s'agit d'un visa de long séjour portant la mention « recherche d'emploi ou création d'entreprise » afin de rechercher un emploi ou de créer une entreprise », a indiqué par ailleurs la directrice de l'Institut.

Ce visa s'adresse aux ressortissants étrangers ayant résidé en France pendant leurs études supérieures et souhaitant revenir en France afin d'y rechercher un emploi ou de créer une entreprise.

« Ce visa pourra être demandé jusqu'à 4 ans après la date d'obtention du diplôme de grade au moins équivalent au grade de master au sein d'un établissement d'enseignement supérieur français habilité au plan national », a-t-elle conclu.

Information consultable sur le site France Visas : https://france-visas.gouv.fr/web/france-visas/ai-je-besoin-d-un-visa

POURQUOI CHOISIR LA FRANCE ?

La France est le quatrième pays au monde pour l'accueil d'étudiants étrangers et le premier pays au monde pour l'accueil d'étudiants non-anglophones.

Les dix bonnes raisons d'aller étudier en France :

1) Des formations financées et garanties par l'État.
2) Un enseignement supérieur d'excellence, adapté à tous les besoins.
3) Une recherche de haut niveau.
4) Une puissance économique de rang mondial.
5) Une industrie de pointe, des entreprises leader à l'international.
6) Un environnement favorable à l'innovation et aux jeunes entrepreneurs.
7) Un cadre de vie agréable et épanouissant au cœur de l'Europe.
8) Un art de vivre « à la française ».
9) Le français, une langue internationale.
10) Une destination attractive pour les étudiants internationaux.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Réformes structurelles

L'expression est récurrente depuis plusieurs années : « Les réformes structurelles sont la clé de la crise au Liban et la voie vers la reprise économique ». Cette affirmation soulève toutefois plus de questions qu'elle n'en résout.

Depuis un an déjà, on s'interroge sur les réformes requises par la conférence CEDRE. Pendant tout ce temps le mot d'ordre était haro sur la corruption ! Or la corruption tout en étant déplorable sur le plan moral et civique est économiquement neutre, il s'agit d'un transfert de pouvoir d'achat d'un agent à un autre, cela ne modifie en rien la dépense nationale.

À l'approche de la préparation du budget, tout l'effort s'est porté sur la réduction du déficit. Il s'agissait de réduire le déficit de 11,5% à 8,5% du PIB, mobilisant la résistance de la majorité des corps organisés et de toutes les organisations syndicales. Déjà en novembre dernier, sept partis politiques réunis au conseil économique et social s'étaient entendus sur une liste de 22 réformes, toutes se rapportant aux finances publiques et/ou aux pratiques administratives. Rien sur le plan de la production, de la demande, du déficit extérieur, de l'emploi, du système judiciaire. Et pourtant il s'agit bien de surmonter une crise économique qui risque de se muer en dépression, si ce n'est déjà fait.

Retour aux sources

Les « réformes structurelles » forment un ensemble de recommandations que la Banque mondiale a adoptées dans les années 80 et qu'elle exigeait en préalable à tout financement des pays en voie de développement. Les résultats furent pour le moins mitigés, et certains pays leur ont attribué les remous sociaux et politiques qu'ils ont éprouvés par la suite. Depuis deux décennies on ne parle plus des réformes de 1980.

Pourtant, l'expression a connu une nouvelle vie à partir de 2010 et l'exacerbation de la crise dans certains pays d'Europe. On a fait référence aux « réformes structurelles » en Grèce, à Chypre, au Portugal, et dans d'autres pays avancés. L'Espagne a adopté, dit-on, des réformes structurelles en 2012. Son exportation a connu une grande expansion, on a assisté à une baisse drastique du chômage, et en 2017 elle a retrouvé une solide croissance à 3%. Seulement il ne s'agissait plus des réformes de 1980, comme il ne s'agissait pas non plus des mêmes réformes menées dans d'autres pays, chacun ayant appliqué des ajustements conformes aux besoins de la conjoncture. On ne peut même pas dire que ces pays sont sortis de l'auberge tant que la crise sévit en Europe.

> « LA CROISSANCE À LONG TERME NE PEUT ÊTRE QU'ÉGALE À L'INNOVATION DONT FAIT PREUVE LA NATION. »

Sources et limites des réformes

On aura compris que l'expression de « réformes structurelles » ne se rapporte plus aux préceptes d'origine mais vise à rappeler que les réformes touchent les structures, c'est-à-dire les fondements de l'économie. Ce que d'aucuns appellent les « fondamentaux » sans s'accorder toutefois sur leur détermination.

Nul ne peut toutefois contester « l'équilibre dynamique », c'est-à-dire la correspondance entre la production et l'utilisation des richesses donnant lieu à la croissance et au plein emploi. Là encore, le concept de plein emploi est contesté par la moitié de la planète qui croit qu'il s'agit d'une notion indéfinie, impossible à atteindre, et source d'inflation, le cancer de l'économie en quelque sorte. Cependant, la croissance est tout à fait insuffisante pour garantir le progrès de la nation, et crée, en l'absence d'une politique de l'emploi, une société à deux vitesses condamnée à terme.

Par conséquent, on peut affirmer que les réformes structurelles modernes sont celles qui ramènent un équilibre compromis par toutes sortes de pratiques fausses ou fortuites. Mais en quoi consiste cet équilibre ?

Le modèle qui a le plus d'autorité en ce moment, du fait de l'observation probante, est celui de Ro-

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

bert Solow (« Economic Growth Model »). Ce modèle établit une fonction de « production » basée sur quatre équations distinctes qui déterminent les paramètres nécessaires à la fonction : le PIB, l'épargne, l'évolution du capital et l'évolution de la population active. Au début, la croissance est au rendez-vous grâce aux économies d'échelle qu'une nation enregistre au cours de son développement. À terme, cet avantage disparaît conformément à la théorie des « rendements décroissants » et la croissance se limite pratiquement à l'augmentation de la population. Solow constate cependant que cela n'est pas toujours vrai du fait de l'innovation qui ne saurait être prévisible, et qui n'est pas prévue dans le modèle. La croissance à long terme ne peut être qu'égale à l'innovation dont fait preuve la nation.

Ce qui fait que l'innovation qui n'est qu'un facteur impondérable de la productivité a pris droit de cité dans la liste des réformes. Il s'agit bien entendu d'un environnement favorable à l'innovation, ce qui demeure néanmoins un vœu pieux.

La réforme en question

L'hypothèse selon laquelle la baisse du déficit budgétaire serait suffisante à rétablir l'équilibre économique a peu de chances de se vérifier. Les facteurs de déséquilibre existent depuis plusieurs années et correspondent bien aux équations de l'équilibre de Solow : (i) le PIB connaît depuis 2010 une croissance quasi nulle, et à l'époque une croissance sans emploi équivalent ; (ii) il y aurait une désépargne du fait du chômage élevé qui dure depuis des années ; (iii) on constate très peu d'investissements dans les secteurs de production, phénomène qui s'accompagne généralement d'une dépréciation du capital technique ; (iv) l'émigration pour motif économique se poursuit à grande échelle.

Il est surtout à craindre que les économies budgétaires réalisées, en l'absence d'une compensation dans la dépense nationale, réduisent l'assiette de l'impôt et éliminent les économies projetées ex-ante. Comme ce fut le cas en 2018, le déficit prévu de 4,8 milliards de dollars s'est élevé à 6,5 milliards de dollars.

Il est prudent que l'économiste laisse au sociologue et au politologue l'analyse des différents aspects de la conjoncture qui dépassent le cadre de l'économie. Ceci dit, nul ne peut contester la valeur d'une rationalisation du budget. Cependant, dans la conjoncture présente, toute réforme doit s'accompagner d'un franc soutien aux secteurs de production et d'une attention particulière aux facteurs qui en constituent la rentabilité.

Réformes structurelles des années 80

- Discipline macro-économique pour rendre l'inflation la plus basse possible.
- Règles de prudence budgétaire pour éviter que l'État n'absorbe une très grande partie de l'épargne nationale.
- Ouverture au commerce extérieur.
- Réalisme en matière de taux de change.
- Libre compétition à l'intérieur et à l'extérieur.
- Progrès de l'épargne et de l'investissement.

Chambre de Commerce Franco-Libanaise
غرفة التجارة اللبنانية - الفرنسية

La Chambre de commerce franco-libanaise

a le plaisir de vous convier à une table ronde sur le thème

« Entreprendre dans les technologies de l'information au Liban, à partir de la France »

Intervenants :

Salim M. EDDE
Cofondateur et dirigeant de **MUREX S.A**

Bechara RAAD
Président de **El-Technologies**

Modérateur
Michel FERRAND
Avocat dans le domaine du droit des affaires
Associé chez Enthémis

Le mercredi 19 juin 2019 à 9h00
(Accueil-café à partir de 8h15)

Hôtel des Arts et Métiers
9bis avenue d'Iéna, 75016 Paris
(Salon Liancourt & Neptune)

Prière de confirmer avant le 12 juin 2019, Email : evenement@ccfrancolibanaise.fr

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Outdoor Capacity & Team Building Day

For Employees of the Chamber of Beirut and Mount Lebanon

Employees of the Chamber from headquarter and branches went altogether on Saturday, May 4th for an outdoor team building day conducted by CVM group at Hotel Boustan. The Human Resources Department of the Chamber organized this entertaining day to break work routine, promote teamwork and positive vibes among employees, encourage fair competition inside teams and boost the morale and spirit of the organization.

Generally, team building activities help employees getting out of their comfort zone, being more adapted to change and improving communication between employees. For team members who may have never been introduced, team building games provide a platform to break the ice in an unintimidating way.

Chamber employees were divided into multiple groups over diverse types of games and activities such as within the objective is to ensure 100% engagement of all participants for the entire duration. Each team completed a series of challenges and the winners were awarded certificates and medals to prize their efforts.

Here is a summary of the activities:

Treasure Hunt

The Treasure Hunt is a fun-filled and physical activity-based team building option, to have teams working together like never before. The object of Treasure Hunt Adventures was to find the treasure, each with its own set of clues to discover. Each team soon realized that the only way to locate the treasure is by working together as a whole. Some clues could only be acquired when the group completed a team challenge.

Sneak a Peek

This game helps to bring out both: communicating effectively and playing on strengths of individuals, and learning what a good teamwork is all about.

A structure was built using Lego blocks and presented by the trainer to the teams for 30 seconds. It was immediately hidden from the group and each team was given enough material to replicate and build the same structure. The winner team was the one who first could successfully replicate the structure.

Reproduce the shape with the rope

This games relies heavily on communication, teamwork and effective listening. Each team stood in circle and each one was carrying one side of the rope and they needed to make the shape given to them with the rope, without releasing their rope and by moving among each other. The fastest team to reproduce the drawing was the winner.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Bling drawing

This is an activity that focuses on interpretation and communication. Once the drawing is done, it is always interesting to see how the drawer interprets their partner's perspective. Participants stood in a row one behind the other. The first person in the row was given a pen and a paper. The last one in the row was given a picture. The person with the picture needed to describe the picture to the person in front of him by drawing it using his hand gestures on the back of his colleague.

The trust walk

It helps people trusting each other within the objective to learn about the challenges and responsibilities of caring of another individual's well- being. The team leader steered his partner through obstacles using non -verbal instructions.

The fun day was concluded by a delicious lunch in the agreeable green gardens of hotel Boustan.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE CHAMBER OF TRIPOLI-NORTH LEBANON ON THE NATIONAL SCENE

The Chamber of Tripoli-North Lebanon and the challenges of modern economy

In his approach to contemporary economic reality, Toufic Dabboussi, head of the Tripoli-North Lebanon Chamber, identified three main challenges in economic life in the current and subsequent stages: the sovereign debt of many countries including Lebanon, the pressing presence of refugees and displaced persons, and high interest rates.

Dabboussi stressed that it is possible to meet these challenges by relying on the following elements: The Arab youth force which will reach 300 million by the year 2050, the prospects for partnership with the private sector to promote economic growth, and the adoption of a comprehensive strategy based on "human capital, promotion of entrepreneurship among young people, and the use of «digital economy» techniques.

The Tripoli-North Chamber options are in harmony with the foundations of the modern economy, which is based on innovation &creativity and the fourth industrial revolution. Hence, the unprecedented steps in launching investment development projects will place Tripoli and the North at the heart of this economy with all its challenges, including:

The "smart zone" for digital tourism: to conduct a systematic survey of religious and archeological sites and landmarks in Lebanon using the 3D 360 scanner technique. In addition to highlight the importance of technological developments and innovations in promoting growth and sustainability of the tourism sector as well as other economic sectors.

The "knowledge economy" center: to develop the knowledge of young people, scientifically and technically. It is the center of operations for managing creative training projects, taking into consideration that the leadership of knowledge today is governed by comparative advantages, which is the world of the future that depends not only on the labor, rather creative thoughts and knowledge.

Toufic Dabboussi.

The "sustainable development" building: It is consistent with the objectives and applications of the 17 United Nations principles in sustainable development in a spirit of partnership to provide ways to improve economic, social and environmental conditions of life.

Dabboussi pointed out that this social economic approach is confirmed by reports, research studies of specialized international bodies, especially the World Bank Group and other international organizations.

Dabbousi: We opt for the green economy and investment in environmentally friendly projects

04.05.2019. The Chamber of Tripoli and North Lebanon, in partnership with the European Bank for Reconstruction and Development (EBRD), the Global Environmental Facility in Lebanon (GEF), and Bank Audi, held a workshop on enhancing Green Economy Financing Opportunities in the Agriculture, Commerce and Industry sectors-GEFF* with the participation of the Lebanese Center for Energy Conservation (LCEC).

The workshop focus was on explaining the fundamentals of the green economy and banking facilities provided by the European Bank and Bank Audi.

Commending these environmentally friendly programs, Chairman Toufic Dabboussi expressed his commitment to "opt for the green economy and investment in environmentally friendly projects", and to promote the principle of partnership between the public and private sectors.

He assured the cooperating parties of the readiness of the Chamber to be an incubator at its headquarters to adopt projects aimed at achieving sustainable development.

Dr. Mohamed Haidar, Director of GEF project in Lebanon, presented the various plans and funding opportunities offered by the European Bank, thanking Chairman Dabboussi for hosting and sponsoring the workshop and its constant stand alongside the aspirations of the Lebanese economic sectors in general and the North in particular.

For his part, Mr. Ashraf Maaliki, representative of Bank Audi, discussed the pillars of the partnership between Bank Audi and the European Bank, the amount of available loans and the facilities offered to green economy entrepreneurs.

Eng. Wassef Kodeyh of the Lebanese

Center for Energy Conservation (LCEC), gave a presentation about the role of GEFF in providing facilities and methods of obtaining loans.

Eng. Sarkis Farah from LCEC, pinpointed the industrial and agricultural sectors that can benefit from the available loans and explained various lending mechanisms.

Finally, Ms. Milda Jabbour highlighted the role of the Lebanese Center for Energy Conservation (LCEC) in the various environmental projects that have been implemented throughout the Lebanese territories.

* GEFF- Green Economy Financing Facility

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Dabboussi to Farmers: Public private partnerships to support agricultural sector and its exports

02.05.2019 - The head of the Tripoli-North Lebanon Chamber, Toufic Dabboussi, stressed before a delegation of farmers from various Lebanese regions that the Chamber stands beside the farmers and supports their demands for the development of the agricultural sector as well as for promoting agricultural exports. The delegation included Mohamed Al-Husseini, Chairman of Southern Farmers Association, Abdullah Youssef, Mohammad Ali Nahul, Jamil Al-Shakick , and Hussein Al-Rifai.

Toufic Dabboussi and the delegation of farmers.

Commending the Union movement at the national level that is beneficial to all the Lebanese people, Dabbousi pointed out that the Chamber is at the heart of the development of agriculture through establishing partnerships between the public and private sectors.

He enumerated the different services provided by the Chamber through its Quality Control Laboratories, its structure, and state-of-the-art technical equipment. He further noted that the Chamber adopts the latest scientific methods in the use of agricultural pesticides, detection of sediments, compliance with agricultural extension applications, and respect of product quality standards to facilitate streamlining Lebanese agricultural exports within the required international standards. He pinpointed the importance of investments in the productive sectors, especially the agriculture sector, and the gains that would feed the state's public finances, in addition to benefits in the increase of agricultural production and reduction of costs.

For his part, Mohammed Al-Husseini, Chairman of Southern Farmers Association, revealed the reasons behind the consultation with Chairman Dabboussi that focused on developing a comprehensive formula to help Lebanese farmers and agriculture practitioners find solutions to difficulties due to obstacles hindering the development of the agriculture sector. These problems are related to the issue of fees for the use of well water, as well as financial burdens and costs borne by exporters due to procedures imposed by concerned countries through land-crossing borders, in addition to the issue of citrus exports to Syria.

Dr. Ali Samad: « The Chamber's projects are the result of great effort and a solid will »

06.05.2019 - The Director-General of the Ministry of Culture, Dr. Ali Samad, visited the Chamber of Tripoli-North Lebanon and met with the Chairman of its Board of Directors, Toufic Dabboussi who briefed him on all the major investment projects of the Greater Tripoli that put Lebanon on the map of international investments, in addition to a number of projects implemented by the Chamber to develop the business environment in the North and help achieve sustainable development.

Commenting the presentation by Chairman Dabboussi, Dr Samad said "I see in the expansion projects concerning the port of Tripoli, the airport of President René Mouawad, and the Special Economic Zone along the sea front from the port of Tripoli to Klayaat area in Akkar, a great dream…" adding that these major projects make of the Greater Tripoli an integrated economic investment zone, pointing out to the extension of its boarders from Batroun to the far reaches of the northern borders in Akkar,

Regarding the "smart zone" he said: «I was very surprised by the project and its dimensions. It is a product of thoughtful planning. I am confident that it will have an important role in promoting tourism and culture, especially that it uses 3D 360 techniques". This is a promising project that will make Tripoli a great destination for tourists and visitors and meet their needs and concerns for greater knowledge of the cultural identity of historic landmarks.

Dr. Samad also commended all the other projects implemented by the Chamber «they are the result of great efforts and a solid will based on systematic planning," he said.

Toufic Dabboussi and Dr. Ali Samad.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Dabboussi from the Serail: Our project is a national investment for all of Lebanon

24.04.2019 - *Toufic Dabboussi, Chairman of the Tripoli-North Lebanon Chamber, presented the pillars of the Greater Tripoli investment project during his participation in the conference «Providing job opportunities for Lebanese youth in the local, international and Gulf labor market» held under the patronage of Prime Minister Saad Hariri and organized by the Arab Planning Institute of Kuwait and the Nouhoud Association for Studies and Empowerment.*

«We propose a national investment project,» Dabboussi said. This project aims at launching the largest expansion project of the public economic facilities of the port of Tripoli, the Special Economic Zone and President Rene Mouawad Airport (Klayaat) in Akkar along the northern sea front from the port of Tripoli up to the Klayaat area.

“Our prospects are based on specialized scientific feasibility studies,” he explained, adding that the initial proposed master plan refers to the incubation of the waterfront for multi-specialty projects of gas, oil, petrochemicals, industrial zone, dry dock for ship repair, and information technology centers, in addition to various tourism projects making the entire project an “integrated economic city”.

According to these studies, the expansion project requires the reliance on a second airport in Lebanon, which is the Klayaat airport, because the expansion plans and programs carried out either for Beirut port or airport, sooner or later, will reach their limits due to additional congestion; hence, the importance of the future role of the public economic facilities in the Greater Tripoli in economic advancement. Dabboussi stressed that the expansion project meets all the requirements of investors, placing Tripoli at the heart of national and regional economic development and making it a platform for the reconstruction and construction of Arab neighboring countries.

Project presentation : Dr. Bader Osman Malallah, Dr. Nazih Adnan Khayat and Toufic Dabboussi.

Opening session with: Toufic Dabboussi, Fouad Sanioura and Khaled Kabbani.

Speaking about the “Greater Tripoli” label, Dabboussi explained that it refers to the area that extends from Batroun area to the far northern border of Akkar, and reveals “our full adherence to national partnership by sharing the benefits of major investment projects with all national constituents,” he added.

Dabboussi concluded by exposing the Chamber’s economic and development options, which are in line with the orientations of the fourth industrial revolution. He listed the Chamber’s internal projects launched according to the principles of sustainable development of the United Nations and inaugurated by PM Saad Hariri: The «Knowledge Economy Center», the «Center for Industrial Development & Research Alimentary Center-IDRAC», and the «Sustainable Development Building».

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Dabboussi to Swiss delegation: We build international partnerships to promote Lebanon from Greater Tripoli

20.05.2019 - *Toufic Dabboussi, Chairman of the Tripoli and North Lebanon Chamber, received a Swiss delegation headed by Ambassador and Director General of the Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC), Manuel Sager, and included officials from the Swiss Embassy in Lebanon, in the presence of Rachid Chahal from the National Program Office, Ms. Linda Sultan, Director of the Chamber, Simon Bashawati, Director of the North Local Economic Development Agency (LEDA), Dr. Khalid Al Omari, Director of the Quality Control Laboratories at the Chamber, and Nasri Mouawad, Deputy Director of the Chamber's Business Incubator (Biat).*

The Ambassador explained that the visit of the Swiss delegation to the Chamber stems from a cooperative development mission towards Lebanon so as to learn about the foundations of existing and future projects to which the Swiss side can participate in the future.

Chairman Dabboussi expressed his appreciation for the Swiss humanitarian and social interventions and its interest with regard to the various Lebanese investment strategic projects. He explained the foundations of the proposed projects and the related scientific and engineering feasibility studies that the Chamber has prepared, in addition to the Chamber's internal projects aiming at developing services to the public in view of developing the business environment, including the "Knowledge Economy Centre" and the «Sustainable Development Building".

Dabboussi stressed on the international character of these large investment projects that have received the appreciation of the Lebanese political authorities and economic bodies, as well as the exceptional attention of the international community. «These major investment projects respond to the anticipated requirements and aspirations of international investors, and we are prepared to face the challenges of the modern economies," he said, adding that these projects will provide hundreds of thousands of jobs for the Lebanese labor, especially the Greater Economic City project, which leads to the expansion of the public economic facilities, namely the port of Tripoli, the airport of President René Mouawad (Klayaat airprot) in Akkar and the Special Economic Zone along the sea front stretching from the port of Tripoli to the Klayaat area.

Swiss delegation with Toufic Dabboussi.

Dabboussi explained that the master plan related to this last project entails various investment projects that respond to increased needs of Lebanese, Arab and international actors, noting that the needs exceed, in terms of volume, the services provided by the current Lebanese public economic facilities combined. "The port of Beirut is already overloaded and the Beirut airport has reached a saturation level, thus the essential need to expand the port of Tripoli and the vital need for another airport,» he said.

He also noted the Chamber's endeavor to encourage investments in the tourism sector and other economic sector through launching the "Smart zone" for digital tourism launched in partnership with the Ministry of Tourism. For this, the Chamber will conduct a comprehensive survey of the religious, archaeological and touristic centers in Lebanon using the 3D scanner 360 technique.

Finally, he explained to the Swiss delegation that the resources of the large investment project shall be secured in the form of partnerships between the public and private sectors, especially by the Lebanese diaspora as well as the international community.

Toufic Dabboussi and Manuel Sager.

The Swiss delegation toured various projects of the Tripoli-North Lebanon Chamber and listened to explanations by the director of its incubator, Dr. Fawaz Hamdi, on the role of the incubator and its projects, highlighting its success stories, especially as it embraces the aspirations of young entrepreneurs, micro and SMEs.

The delegation also listened to explanations by the director of the "Quality Control Laboratories" Dr. Khalid Al-Omari, who gave a brief overview of the distinguished role of these laboratories in respect of the application of food safety and quality standards, in addition to the role of the "Industrial Development and Research Alimentary Center (IDRAC)", which includes specialized centers: Olive oil testing center, honey-collection center, and drying fruit center.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

CHAMBER OF SAIDA & SOUTH LEBANON

"Green Economy Financing Opportunities" workshop at the Chamber of Saida-South Lebanon

23.04.2019 - *Within its strategy to promote "Green Economy Financing Opportunities in the Agriculture, Commerce and Industry sectors", GEFF* Lebanon and Bank Audi held a workshop in collaboration with the Chamber of Commerce, industry and Agriculture of Saida and South Lebanon (CCIAS).*

In his welcoming note, Mohamad Saleh, Chairman of CCIAS, emphasized the role of the Chamber and its commitment to promote innovative concepts. Dr. Mohammed Haidar, GEFF project manager, presented the different financing schemes of the European Bank for Reconstruction and Development (EBRD), starting with the Green Economy Financing Facility-GEFF Lebanon. The Lebanese Center for Energy Conservation- LCEC, represented by Ms. Melda Jabbour, tackled the different projects executed as well as the LCEC's role in GEFF. Bank Audi had an intervention by Ms. Hania Kaddoura, Head of Saida Credit

Dr. Mohammed Haidar giving a presentation.

Business Center, followed by a full presentation of GEFF eligibility and loan modalities by GEFF team. Participants from major industries, agriculture and commerce entities in the South attended the workshop and took part in the discussions through various inquiries related to green lending.

* GEFF: Green Economy Financing Facility

Renewable energy on top of Saida-South Lebanon Chamber's agenda

30.04.2019 - *Within a series of workshops organized by the Chamber of Saida and South Lebanon to promote the shift to renewable energy and energy efficiency, a workshop was held on 30 April, to get familiarized with green loans offered by Lebanon Energy Efficiency and Renewable Energy Finance Facility (LEEREFF) for energy saving and renewable energy projects.*

Addressing the audience, Mohamad Saleh, Chairman of the Chamber, made reference to the initiatives of the Central Bank of Lebanon (BDL) that would help investors to move into green projects by taking into consideration employment and the use of technology. He also emphasized the role of the Chamber as a key player in raising awareness on renewable energy, its financing opportunities, and improved business results.

A presentation of eligibility and loan modalities was made by LEEREFF team.

About LEEREFF

The Lebanon Energy Efficiency & Renewable Energy Finance Facility (LEEREFF) concerns a EUR 80M global loan provided by EIB (EUR 50M) and AFD (EUR 30M) to support small-scale investments in energy efficiency (EE) and renewable energies (RE) by private companies in Lebanon, with a particular focus on SMEs. The global loan will be intermediated through the Banque du Liban (BDL), the project promoter, who will make the proceeds of this loan available to selected financial intermediaries (FI). The specific objectives of this Technical Assistance (TA) project are to improve the capacity of and provide support to

- the PIU to manage, coordinate and implement LEEREFF, raise awareness in the Lebanese society on financial, economic and environmental benefits resulting from the implementation of EE&RE projects, and effectively coordinate with other institutions active in the market;
- the Financial Intermediaries to select and prepare eligible Sub-Projects for funding, and handle management, reporting and disbursement of funds;
- the Final Beneficiaries to prepare and structure Sub-Projects in line with FIs, BDL's, EIB's and AFD's requirements.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان
of Beirut and Mount-Lebanon

CCIAS-Saint Joseph University training program closing ceremony

02.05.2019- *The Chamber of Saida-South Lebanon, in cooperation with Saint Joseph University-South Branch, concluded its training program "How to attract and retain customers" by a ceremony held at Jiyeh Marina Resort.*

The Chairman of the Chamber, Mohamad Saleh, addressed briefly the importance of the training program that was held as part of the partnership agreement between the Chamber and Saint Joseph University to offer its external training program in South Lebanon.

He then congratulated all the participants for successfully completing the training, and hoped for continued cooperation with Saint Joseph University to develop sophisticated human resource capacities that meet the need of the labor market within the business community in the south region.

Twenty participants attended the training program which aimed to define strategies and methods of marketing and communication, in addition to developing participants' skills in interactive marketing and digital communication. All the participants achieved good evaluation scores and were qualified for course completion certificate. In general, attendants had good assessment with regard to physical facilities for learning, attitudes, and professional teaching skills of lecturers.

WORKING TOWARD THE COMMON INTEREST

FCCIAL's aim is to build an increasingly dynamic and globally competitive Lebanese economy and to promote the common interest of the four regional Chambers vis-à-vis the Lebanese Goverment and other national and international institutions by being:

- The main economic lobbying group in Lebanon
- A versatile service provider
- The Key interlocutor with external parties on economic issues, specifically those connected to commerce, industry and agriculture

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

CCIAB Bldg., 12th Floor, Sanayeh, Beirut | T: +961 1 744 702 | **email:** fccial@cci-fed.org.lb | **www.cci-fed.org.lb**

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

CHAMBER OF ZAHLE & BEKAA

Meeting at Zahle and Bekaa Chamber with Economic Attachés

21.05.2019 - *The Chamber of Commerce, Industry and Agriculture in Zahle and Bekaa hosted a meeting between Economic Attachés in the embassies of Lebanon abroad (Jordan, Mexico, Russia, Belgium, Saudi Arabia, Nigeria, UAE, Ivory Coast, Egypt) and exporters of agricultural and industrial products.*

The Economic Attachés with Youssef Geha and Maria Rizkallah.

In his address, the Vice-President of the Chamber, Antoine Khater, declared that the meeting with economic attaches is intended to share ideas and suggestions that enhance our national economy in general and the Bekaa economy in particular.

The Director General of the Chamber, Youssef Geha, gave a statistical and analytical presentation of the Bekaia exports to the foreign markets, especially the countries to which the Economic Attachés would join. The head of the Potato Farmers' Union in the Bekaa, George Sakr, talked about problems that hinder the export of potatoes, including the closure of border crossings.

Mr. Antoine Khater welcoming the Economic Attachés.

Speaking on behalf of the Economic Attachés, Greta Mhanna highlighted the role of the attachés in promoting Lebanese exports and pinpointed the obstacles facing Lebanese production and ways to remove them.

Mohammed Bakri, Finance Secretary at the Chamber, stressed the role of young and competent attachés to open new markets for Bekaa products. Toni Tohme, head of the Economic Committee at the Chamber, made a presentation about agricultural exports to the Arab countries, and Ibrahim Tarchichi, head of the Agriculture Committee at the Chamber, pointed out to additional duties imposed on agricultural exports, which are hampering export movement.

The head of the Industrialists' Association in the Bekaa, Nicolas Abou Faysal, considered that exports fluctuate relatively between the ups and downs, and expressed his optimism about the future.

A dialogue between the economic attachés and the participants took place on the proposals that were submitted in order to be drafted in a working paper.

Welcome to ECONEWS

Register and get your digital copy for free.

Send an email to :
Econews@ccib.org.lb
Kindly include:
Name
Institution
Email
Telephone

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

CCIAZ launching the national marketing strategy for cherries and table grapes

Within the framework of the Private Sector Development Program (PSD-P) funded by the European Union and implemented by Expertise France in Lebanon, the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Zahle and the Bekaa (CCIAZ), in coordination with ICON-INSTITUTE Consulting Gruppe, organized an event to present the "National marketing strategy for Lebanese cherries and table grapes'' at the Grand Kadri Hotel in Zahle.

CCIAZ representatives : Said Lakkis, Camil Hobeika, Youssef Geha and Said Gedeon .

In the presence of CCIAZ board members, Messrs: Said Lakkis, Camil Hobeika, Tony Tohme and General Manager Youssef Geha, Eng. Said Gedeon, Deputy General Manager, Head of Services and Agricultural Development Department at the CCIAZ, Bassem Hanna, Deputy Team Leader from Expertise France kicked off the event by highlighting how the strategy has been developed and how it will serve the farmers and traders access the markets at the national and international levels.

Liliane Daou and Zeina Sawaya, researchers from IPSOS, presented the main findings of the qualitative and quantitative studies conducted at the national level to understand the consumers' behaviors andhabits in purchasing fruits and vegetables, more specifically cherries and table grapes.

Eng. Bashar Berro, expert in the development of agribusiness value chains from ICON Institut, emphasized the importance for farmers and traders to acquire assurance programme certification (ICM, IPM, GlobalGAP…), access and analyse information on markets, trends and stakeholders in order to identify new channels of distribution, expand their market positioning, facilitate market access and increase their sales.

Based on the analysis of the studies' findings conducted throughout the programme at the national and international levels, a marketing strategy and its respective action plan were then presented with a series of practical short/long-terms recommendations focusing on the importance of product branding and quality specifications as an opportunity for farmers to increase their revenues. The strategy highlighted best practices for farmers/traders to implement/adopt at the production, harvest, post-harvest, logistics, promotion and packaging levels. The event was an opportunity to present the new brand ''Merula'' and the respective packaging that were developed by the programme for use exclusively by ICM certified cherry and table grapes farmers.

On another note, Eng. Serge Gedeon, IT expert from ICON Institute, presented the observatory that has been developed. The observatory is an online tool (Web) and mobile application delivered in Arabic and English. It helps make farming business more efficient and improves business linkages by providing access to information, markets, stakeholders, and good agricultural practices. The observatory will be launched in May 2019.

The event gathered more than 100 participants mainly producers, cherry and table grapes farmers, exporters, retailers, PHU owners, local and international NGOs.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

UNION OF ARAB CHAMBERS RELEASE A NEW REPORT ON THE DIFFICULTIES FACING INTRA-REGIONAL TRADE

Arab Regional traders face rising and new surfacing barriers

According to a new study released by the Union of Arab Chambers about the obstacles facing intra-Arab regional merchandise trade transactions with in the Pan Arab Free Trade Area (Pafta), the new economic and geo-political pressures have deeply affected trade exchanges that are already modest at 10% of total external Arab foreign trade.

The study is about **"The Results of the Union of Arab Chambers' Questionnaire on Pan Arab Free Trade Area for 2019 – Report No. 26"**. The Report will be submitted to a specialized Committee meeting of the League of Arab States that is going to be held at its headquarters in Cairo during June 2019 to reflect the voice of the Arab private sector about the difficulties that are encounterd and suggest tangible recommendations and practical solutions.

The Report reflects that tariff and non-tariff barriers that face the intra-Arab merchandise trade. It designates a section for intra-regional e-commerce and its related constraints. The results are based on analyzing a Questionnaire that was distributed to concerned companies and Chambers of Commerce.

92 companies or other related parties participated in the Questionnaire, mainly from the industrial sector as shown below.

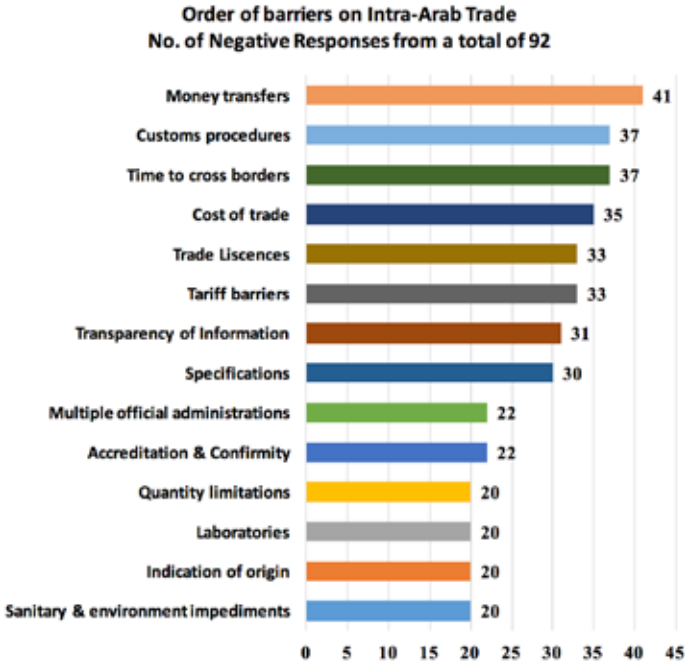
Participants, Kind of Trade & Means of Transport (In Numbers)

No. of Participants	Kind of Trade				Means of Trade Transport		
	Raw Materials	Industry	Agriculture	Services	Land	Air	Sea
92	14	64	16	40	57	37	48

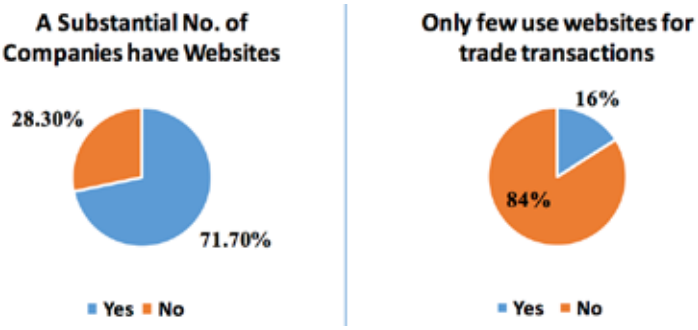
Constraints on money transfers on top of barriers

The major findings of the study reflect major changes in the order of obstacles that were until recently headed by the disparities in standards and specifications. Now the stringent contraints on money transfers step up as the major obstacle to regional trade. Customs procedures comes in the 2nd place, followed by time to cross the borders, the cost of trade, cost and difficulties associated with obtaining trade liscences, besides the new rise in tariff barriers in a number of countries, in addition to the lack of transparency of trade related information, and the impediments pertaining to specifications of commodities.

Regional E-Commerce



Most of the traders participating in the Questionnaire have a web site, as 66 out of 92, i.e. 72% responded positively. However, barely 16 of them, i.e. 17.4% use the website for selling and purchasing transactions, while only 39% use other websites to conclude trade transactions.



Four major obstacles to e-commerce were identified, namely technical and technological obstacles in the company itself, behavior of consumers, legislations and rules relating to e-commerce in the country, and logistics services in the Region. The results of the Questionnaire show that the legislations and rules

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

relating to e-commerce in the country of operation stand as the major obstacle. In the second place comes the barrier related to the behavior of consumers, then those related to the weak logistics services in the region as a whole, followed by the technical and technological barriers in the company itself.

The Report identifies and details the various impediments and obstacles related to tariff and non-tariff barriers and to regional e-commerce, as reflected by participants in the Questionnaire. It concludes with many recommendations categorized by the type of obstacle and suggests solutions and new procedures, the main of which are as follows:

1. Addressing non-tariff barriers, which greatly hinder trade integration, should remain a priority. It is crucial to collaborate efforts to facilitate financial transfers, remove constraints on foreign exchange, eliminate fees or at least decrease charges on trade transactions, enable and simplify opening commercial credit accounts and banking transfers.

2. Facilitate and speed up customs clearance and improve efficiency through digitalization and automation of operations and capacity building and skills development, in addition to establishing “one stop shop” whereby multiple official trade services are offered.

3. Improve cost efficiency by lowering administrative and financial fees and investing in transport-related infrastructure on a pan-Arab level, especially in maritime shipping lines. Magnitude of Arab trade flows is significantly lower than it would otherwise be as a result of high trade costs.

4. Licenses for intra-regional merchandise trade must be abolished, as they are usually used to obstruct trade and violate the rules established for Pafta.

5. Arab countries must pursue and commit to unified measures to eliminate tariff-barriers to trade, encourage regional partnerships and assist many disconnected markets in linking in with the Arab region.

6. Pafta can be highly supplemented with transparency provisions to ensure that uncertainties decrease and trade opportunities increase. This can be achieved by establishing an online common site, hosted by the League of Arab States, that enables timely access to trade information, especially with respect to TBT & SPS notifications. Such facility can allow Pafta member countries to notify other members and the private sector before adopting new measures and provide an opportunity for comments. It will also facilitate dialogue amongst the public and private sector in addressing potential trade problems at an early stage.

7. Speeding up coordination and unification of standard and specifications of commodities and certification of conformity that are assigned to the Arab Organization for Industrial Development and Mining (Aidmo), and more importantly applying them by Pafta member countries.

8. Effective dispute settlement mechanisms, monitoring and evaluation systems are still needed in Pafta to ensure its commensurate implementation.

9. It is essential to improve market awareness so that suppliers are informed about measures affecting trade and rules are implemented and predictable.

10. Although it is clear that there is a wide spread of the Internet in the Arab world, there is still a big gap in the use of the Internet effectively in commerce and business. The legal framework for e-commerce varies significantly between the Arab countries with only few countries, namely UAE, making considerable strides in this respect. Therefore, it is very important to establish legal regimes that address the issues raised by the electronic nature of ICTs to ensure trust in online transactions, ease the conduct of domestic, regional and international trade online, and offer legal protection for users and providers of e-commerce and e-Government services.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

Planet Pillar: Life Below Water

ECONEWS Continues publishing serial articles to shed lights on Lebanon's progress towards the seventeen SDGs by the pillars of UN Agenda 2030 and based on the Voluntary National Review (VNR) 2018.

Lebanon has shown commitment to international environmental conventions and set out its agendas for natural resource management and protection. While numerous pieces of legislation have been ratified over the years, applying these laws and regulations remains a challenge. Environmental goals are often overlooked, or not prioritized, due to the overwhelming political, economic, social and security challenges facing the country such as the impact of the Syria crisis. Although progress has been made towards some SDG targets, progress towards others has fallen short as natural resource management and climate change are standalone pillars in Lebanon's overall economic development agenda, despite efforts to counter the challenges through initiatives by the public and private sectors, civil society and international organizations.

SDG 14 Life Below Water

Stretching along the Mediterranean Sea from north to south, Lebanon's marine resources and seashore are of high environmental, economic, political and social value. Lebanon's shore extends about 230 km along the Mediterranean Sea and is globally acknowledged for its rich biodiversity. The coast includes Lebanon's largest cities, where around three-quarters of the population live.

Lebanon is party to the 1976 Barcelona Convention for the Protection of the Mediterranean Sea Against Pollution and its amendment (Convention for the Protection of the Marine Environment and the Coastal Region in the Mediterranean, Barcelona 1995); the London Convention for the Prevention of Pollution from Ships (1973) and from Oil (1954 and 1994); the Jamaica Convention of the Sea (1982); the Law of the Sea (Montego Bay, 1982);

the 2008 Protocol on Integrated Coastal Zone Management in the Mediterranean, which draws on the Barcelona Convention; and the 2002 Prevention and Emergency Protocol (pollution from ships and emergency situations).

A draft national integrated coastal zone management law has been prepared, which could, along with the environment protection law, determine new principles for the protection of the coast and marine environment. At the same time, along the lines of the National Physical Master Plan of the Lebanese Territory, the Council for Development and Reconstruction is preparing a master plan for the coastal zone that could facilitate work towards SDG14 and connections with the social and economic SDGs.

In 2018 the Cabinet endorsed the National Biodiversity Action Plan (prepared in 2016) that includes the protection of coastal and marine biodiversity.Lebanon has two coastal protected areas: The Palm Islands Nature Reserve and the Tyre Coast Nature Reserve. The Ministry of Environment's Marine Protected Areas Strategy (prepared in 2012 in collaboration with other stakeholders) aims to create a network of protected areas consisting of nine marine or coastal sites, five estuary sites, and between one and four deep sea sites. Lebanon's coverage of protected marine areas is estimated at around 0.2 percent. The marine protected areas

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

strategy has three objectives that support SDG 14.

1. Establish a more systematic approach to marine protected area planning.

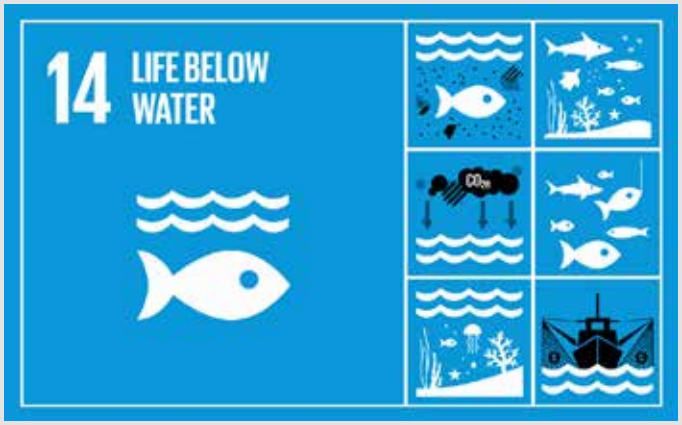
2. Enhance collaboration in management and monitoring of these areas.

3. Increase awareness, understanding and participation of the local community in the marine protected areas network.

Despite these measures, the coast still suffers from population pressure and unplanned urbanization, rapid privatization that restricts public access to beaches, sand extraction and sea reclamation. Industrial waste, wastewater and solid waste are sometimes dumped at the coast without treatment, and two large sanitary landfills serving Beirut and Mount Lebanon are located on the coastline. However, the largest adverse impact remaining was caused by the Israeli attacks on Lebanon in 2006 that resulted in an oil slick along the entire Lebanese coast.

This was an "environmental disaster… that had serious implications for livelihoods and economy of Lebanon…", as per the 12 resolutions adopted to date by the United Nations General Assembly, and acknowledging a compensation of 856.4 million USD in 2014 to Lebanon.

The CNRS-L's National Center for Marine Sciences is running a national coastal monitoring program of 25 sites to better manage the Lebanese coastal zone and help create marine protected areas. This program includes evaluating the environmental status of the Lebanese coastal water, studying the impact of diverse anthropogenic pollution sources on the seawater quality, and studying the accumulation of organic, chemical and micro plastics pollutants in water, sediment and biota. The CNRS-L is evaluating the biology, distribution, growth and status of several exploited fish stocks and invasive species along the Lebanese coast, to start managing them sustainably. It is also studying the biology, distribution and diversity of cartilaginous fish species (sharks and rays).



THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Lebanon in Figures

Key economic indicators computed by the Center of Economic Research in May 2019:

• **GDP:** The economic real growth rate achieved 0.6 % in 2018, according to CAS estimates. GDP at current prices was estimated at USD 53.71 billion, compared with a growth rate of 0.6% and total output of USD 53.39 billion in 2017.

• **Consumer Price Index:** Based on the Central Administration of Statistics, CPI have increased by 1.16 % in the first quarter of 2019 from the end of 2018.

• **Balance of Payments:** In the first quarter of 2019, the deficit of the balance of payments reached USD 2.0 billion compared to a deficit of USD 0.2 billion in the first quarter of 2018.

• **Trade Balance:** The trade deficit amounted to USD 2.20 billion in the first 2 months of 2019, compared to USD 2.61 billion in the first 2 months of 2018. Exports increased by 1.9%, while imports decreased by 11.8%. This led to 15.7 % of decrease of the trade balance deficit.

• **Public Finance:** Till November 2018, public expenditures increased by 21.4 % compared to the 11 first months of 2017, while revenues increased by 4.7%. Hence, the budget deficit increased by 72.4 %.
Primary deficit reached USD 0.49 billion till November 2018, from a surplus that reached USD 1.44 billion till November 2017. This was caused by the increase of total public revenues by 4.7%, while the debt's service rose by 10.8 % in addition to the increase of total public expenditures by 21.4 %.
Total Primary Deficit/Surplus = Total Budget Revenues – (Total Budget Expenditures – Debt Service – Foreign debt principal repayments)
-0.49 $ billion = 10.74 $ billion – (16.55 $ billion – 5.13 $ billion – 0.19 $ billion)

• **Public Debt:** Public debt increased 5.4 % over one year, from USD 79.35 billion in November 2017, to USD 83.64 billion in November 2018.

in billion US$

Ref.	Indicator	2014	2015	2016	2017	2018*	2019*
10	Growth (% Real Change)	1.90%	0.40%	1.60%	0.60%	0.60%	1.50%
12	GDP (in current prices)	48.30	49.97	51.24	53.39	53.71	54.51
	Beirut Reference Rate	**May.2014**	**May.2015**	**May.2016**	**May.2017**	**May.2018**	**May.2019**
	On LBP	8.63%	8.72%	8.66%	8.67%	10.70%	13.38%
	On USD	5.94%	6.14%	6.24%	6.72%	7.30%	9.58%
		2015	**2016**	**2017**	**2018**	**Mar.2018**	**Mar.2019**
20	CPI - CAS	-3.40%	3.14%	5.01%	3.98%	1.05%	1.16%
21	M1	6.00	6.73	7.07	7.73	7.25	6.99
22	M2	52.15	54.66	52.46	50.95	53.63	50.38
23	M3	123.62	132.75	138.34	141.24	139.59	140.15
24	M4	130.92	139.91	145.46	148.83	146.78	147.71
26	Banks Assets	186.00	204.24	219.78	249.40	224.49	252.66
27	Banks Deposits - Private Sector	151.53	162.44	168.61	173.12	170.00	171.20
28	Banks Loans - Private Sector	48.04	51.02	54.16	51.78	52.24	50.02
30	Balance of Payment	-3.35	1.24	-0.16	-4.82	-0.20	-2.00
		2014	**2015**	**2016**	**2017**	**Sep.2017**	**Sep.2018**
31	Current Account	-11.67	-8.12	-9.86	-12.4	-8.33	-9.45
		2015	**2016**	**2017**	**2018**	**Feb.2018**	**Feb.2019**
32	Balance of Trade	-15.12	-15.73	-16.74	-17.03	-2.61	-2.20
33	Imports	18.07	18.71	19.58	19.98	3.14	2.74
34	Exports	2.95	2.98	2.84	2.95	0.53	0.54
		2014*	**2015***	**2016***	**2017***	**2018***	**2019***
40	Unemployment Rate	20%	20%	20%	20%	20%	20%
41	Work Force	47.60%	47.60%	47.60%	47.60%	47.60%	47.60%
42	Population	4.14 Mn	4.21 Mn	4.28 Mn	4.33 Mn	4.38 Mn	4.43 Mn
43	Population 15 - 64 y.	2.78 Mn	2.83 Mn	2.88 Mn	2.92 Mn	2.95 Mn	2.98 Mn
		2014	**2015**	**2016**	**2017**	**Nov.2017**	**Nov.2018**
51	State Budget Deficit	-3.07	-3.95	-4.94	-3.75	-3.37	-5.809
52	Budget Revenues	10.88	9.58	9.92	11.62	10.26	10.74
53	Budget Expenditures	13.95	13.53	14.86	15.37	13.63	16.55
54	Public Debt	66.57	70.31	74.86	79.5	79.35	83.64
55	Debt Service	4.19	4.46	4.76	4.98	4.63	5.13
56	Total Primary	1.31	0.72	0.02	1.42	1.44	-0.49

** Estimates*
Sources: BDL (21,22,23,24,26,27,28,30,31,54), CAS (10,11,12,20,40,41,42,43); Customs (32,33,34); Ministry of Finance (51,52,53,55,56); M1=Currency in Circulation +Sight Deposits in LBP; M2=M1+Other Deposits in LBP; M3=M2+Deposits in Foreign Currencies +Other Financial Liabilities; M4=M3+Treasury Bills held by Non-Banking System

المركز اللبناني للتدريب

يقدم المركز اللبناني للتدريب دورات تدريبية متخصصة للتنفيذيين في مؤسسات الاعمال عبر مدربين وخبراء من ذوي الإختصاص والكفاءة. كما يوفر المركز خدمة تأجير قاعات التدريب المجهزة بأحدث التقنيات للمؤسسات الراغبة في تنظيم إجتماعاتها أو دوراتها التدريبية لدى المركز.

Lebanese Training Center

The Lebanese Training Center (LTC) offers specialized training programs to business executives through recognized trainers and experts. LTC also provides space rental and accommodation services in its modern and fully equipped premises for meeting and training purposes.

CCIB bldg. Justinien street, Sanayeh, Beirut, Lebanon
call center 1314 **ext** 15 | **T:** 01 353190 | **e.mail:** LTC@ccib.org.lb | www.ccib.org.lb

The Lebanese Training Center (LTC)
at the Chamber of Commerce, Industry and
Agriculture of Beirut & Mount Lebanon
is pleased to announce the upcoming trainings:

LEBANESE TRAINING CENTER

الاعفاء من الغرامات في الضمان الاجتماعي

DR. GHAZI KANSO

JUNE 11,2019
9:00AM-100PM

عقد العمل ،أنواعه الفرق بينه وبين بقية العقود وأسباب انتهائه

MR. ADEL ZEBIAN

JUNE 25,2019
9:30AM-1:30PM

For more information/registration:
01-353190 Call Center 1314 Ext 15 or email: ltc @ccib.org.lb
www.ltc.org.lb

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

BUSINESS OPPORTUNITIES

Savramis Exports

Activity: Frozen Seafood

Location: Greece

Phone: 00302103420777

Fax: 00302103463435

Email: info@savramis.gr

Website: www.savramis.gr

Erfar S.A.

Activity: Veterinary Medicines

Location: Greece

Phone: 00302106665823

Fax: 00302106668326

Email: erfar@otenet.gr

Safran Ltd.

Activity: Saffron

Location: Azerbaijan

Phone: 0094513419164

Email: info@zafaran.az

D. Fruits

Activity: Wholesale of Fruits

Location: Azerbaijan

Phone: 00994233334775

Email: office@dad.az

Website: www.dad.az

EXHIBITIONS

Belarusian Agro-Industrial Week - BELAGRO 2019
BELFARM / BELPRODUCT / BIOGAS
Industry: Agro Industry
Location: Belarus
Date: 04 - 09 June –2019
Phone: 00375172269133
00375173276185
Email: belagro@telecom.by
belagro@mshp.gov.by

PRODMASH.COLD.PACK
Food Industry
Industry: Food
Location: Belarus
Date: 04 - 09 June –2019
Phone: 00375172269084
00375172269936
Email: belagro@telecom.by

Exhibition of Communication, Satellite Channels, Audio and Video
Industry: Communication and Media
Location: Iraq
Venue: Erbil
Date: 13 - 16 June –2019
Phone: 00964662554455
Email: dastan@iacci.inf
info@erbilfair.com
Website: www.erbilfair.com

International Commodity Fair
Industry: Global
Location: Moscow - Russia
Venue: IEC “Expo Centre”
Date: 18 - 20 June –2019
Phone: 0074956498775 ext 133 or 159
Email: victoria.kharlamova@russia.messefrankfurt.com
alexander.galkin@ russia.messe-frankfurt.com

Re-Construct Iraq 2019
Industry: Construction
Location: Iraq
Venue: Erbil
Date: 26 - 29 June –2019
Phone: 0090 216 575 28 28
Email: muhammed@sofuar.com
Website: www.re-constructiraq.com

International Flowers Exhibition
Industry: Flowers
Location: Damascus - Syria
Date: 26 June – 10 July 2019
Phone: 00963112314986
00963933506447
Fax: 00963112133045
Email: Tourprdamas@gmail.com

12th Indian Fashion Jewelry & Accessories Show-IFJAS
Industry: Jewelry & Accessories
Location: India
Venue: India Expo Center and Mart
Date: 04 – 06 July 2019
Phone: 00911126135518/9
Email: ifjas@epch.com
Website: http://www.epch.in/ifjas

FIMI Kids Fashion Week 2019
Industry: Kids Fashion
Location: Madrid - Spain
Venue: Ifema Madrid
Date: 05 - 07 July 2019
Website: https://www.feriavalencia.com/en/events/fimi/

Affiliate World Europe 2019
Industry: E-Commerce Entrepreneurs and Digital Marketers
Location: Barcelona - Spain
Date: 08 - 09 July –2019
Website: https://affiliateworldconferences.com/europe

7th India International Silk Fair
Industry: Silk Fabrics and Garments
Location: India
Date: 15 – 17 July 2019
Phone: 011-40154181/ 26220134
Email: roisepc@gmail.com
Website: http://www.indiainternationalsilkfair.com/buying_registration_forms.php#ispc

Euskal Encounter 019
Industry: Hardware and software
Location: Bilbao - Spain
Date: 25 - 28 July –2019
Website: https://ee27.euskalencounter.org/

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

CONFERENCES

MEDAFinance
Scope: Finance
Location: Cairo - Egypt
Date: 16 - 17 June 2019
Phone: 00202 3333 8484
Fax: 00202 3336 8786
Email: marionkussmann@ahk-mena.com
Website: https://forms.gle/XHBGY87vtqpHbYJX7 / www.ahkmena.com

Re-build Syria
Scope: Construction
Location: Damascus – Syria
Venue: Sheraton Hotel
Date: 21 - 23 June 2019
Phone: 00963113320096
Email: info@al-bashek.com / bsh.albashek@gmail.com
Website: www.re-buildsyria.com

RAME Beirut 2019
Scope: Freight and Logistics
Location: Beirut - Lebanon
Venue: Intercontinental Phoenicia Hotel
Date: 24 - 26 June 2019
Phone: 09611563112/ 009613326635
Email: contact@rame2019.com
Website: www.rame2019.com

The International Arab Banking Summit 2019
Scope: Banking
Location: Rome - Italy
Venue: Parco Dei Principi Hotel
Date: 25 -27 June 2019
Phone: 009611377800
Fax: 009611364952
Email: uab@uabonline.org

FIDIC Contracts
Scope: FIDIC Law of Investment & Engineering
Location: Cairo - Egypt
Venue: Conrad Hotel
Date: 26 -29 June 2019
Phone: 0096895632967
Email: issa@modern-pioneers.net
Website: www.modern-pioneers.net

The 8th International Industrial Forum –Engineers of the Future 2019
Scope: Engineering
Location: Russia
Venue: Orenburg, on the bank of the Ural River
Date: 02 -13 July 2019
Phone: 0074996772434269
Email: agoncharov@soyumash.ru

Arab British Economic Summit 2019
Scope: Global
Location: London
Venue: QE II Centre
Date: 03 July 2019
Phone: + 44 207 659 4876
Email: Josh.Pankhurst@abcc.org.uk/ event@arabbritisheconomicsummit.com

Oil and Gas EastMed Forum (OGE)
Scope: Oil and Gas
Location: Beirut - Lebanon
Venue: Movenpick Hotel
Date: 04 July 2019
Phone: 009611780200
Email: shadi.matar@iktissad.com
Website: https://www.iktissadevents.com/events/OGE/2/home

Conference & Training:Diploma in Professional Safety and Health
Scope: Safety and Health
Location: Egypt
Date: 07 July – 01 August 2019
Phone: 00201283887856
Email: raniarushdie@gmail.com
Website: http://www.arado.org/diploma.html

Global Manufacturing & Industrialization Summit
Scope: Global
Location: Russia
Date: 09 – 11 July 2019
Email: gmis@roscongress.org
Website: www.gmisummit.com

4th Iraqi European Business and Investment Forum
Scope: Investment
Location: Athens
Date: 10 – 11 July 2019
Phone: 0030 210 6711 210/ 6773 428 (ext.101)
Fax: 00 30 210 6746 577
Email: chamber@arabgreekchamber.gr
Website: https://www.arabhellenicchamber.gr/2019/05/17/5977/?lang=el

Sustainable Agricultural Development and Global Economic Growth
Scope: Global Economy
Location: United States of America
Date: 22 – 27 July 2019
Email: erika.biton@okan.edu.tr

Global Business Network
Scope: Global
Location & Date: New York 23 -24 July 2019
Toronto 30 – 31 July 2019
London 17 – 18 September
Phone: 00441274296346
Email: admin@globalbusinessnetworkshow.com
Website: www.globalbusinessnetworkshow.com

Directeur responsable: Rabih Sabra
Conseiller économique: Roger Khayat
Rédacteur: Marilyne Jallad.
Coordinateurs: Irene Habib Ballouz, Roula Itani Younes,
Maquette: Rita Roukoz Nehmé

Immeuble CCIA-BML,
Rue 1 Justinien, Sanayeh
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban
econews@ccib.org.lb
Hotline: 1314 ext: 14
T: 961 1 353 390 ext: 14

*ECO*NEWS est disponible sur: **www.ccib.org.lb**

SANAYEH HEADQUARTER
T: 01-353190 | information@ccib.org.lb

SIN EL FIL BRANCH
T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb

JOUNIEH BRANCH
T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb

BAAKLINE BRANCH
T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb

Private Sector Lobbying

Training adapted to your needs

Networking and Business Opportunities

Arbitration and Mediation for Business Conflicts

Export Support and Economic Info

ATA and TIR carnets to facilitate your trade

Become a member and benefit from our services

www.ccib.org.lb

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان